

JOURNAL OFFICIEL

DES

ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOISMATAHITI 79.
N° 21.

TE VEA A TE HAU NO TE MAU HAAPAO RAA FARANI I OTEANIA

MAHANA 1
NO NOVEMA 1930.

ABONNEMENTS

UN AN SIX MOIS 3 MOIS

Etablissements fran- çais de l'Océanie.	36 fr.	18 fr.	10 fr.
France et Colonies.	40 fr.	21 fr.	12 fr.
Etranger.....	55 fr.	28 fr.	15 fr.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être
adressées au Chef de l'Imprimerie à Papeete.

PRIX DU NUMÉRO : VOIR AUX ANNONCES

Les abonnements et les annonces sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS

Annonces judiciaires : la ligne.....	1 50
Les mêmes, renouvelées : la ligne.....	0 75
Annonces commerciales et avis divers : la ligne	3 00
Les mêmes, renouvelées : la ligne.....	1 50

Le Gouverneur des Etablissements français
de l'Océanie reçoit le Jeudi matin de neuf
heures à onze heures trente.

Le registre d'inscription pour les audiences
est déposé au Secrétariat particulier (Bureau
du Cabinet).

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

1930

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Pages

24 avril.....	Loi assurant l'emploi obligatoire des mutilés de la Guerre (Arrêté de promulgation n° 623 C, du 16 octobre 1930).....	426
9 février.....	Loi instituant un ordre du Mérite Maritime.....	429
27 mars.....	Décret relatif à l'immatriculation et à l'hypothèque des aéronefs dans les colonies (Arrêté de promulgation n° 623 C, du 16 octobre 1930).....	431
16 mai.....	Décret portant organisation de l'ordre du Mérite Maritime.....	429
16 mai.....	Décret portant organisation de l'administration de l'Ordre du Mérite Maritime.....	431
3 juillet.....	Décret portant publication et mise en application provisoire du deuxième avenant à la convention commerciale entre la France et la Hongrie (Arrêté de promulgation n° 623 C, du 16 octobre 1930).....	432
22 juillet.....	Décret modifiant le décret du 29 décembre 1903 sur la solde et les accessoires de solde des militaires à la charge du Département des colonies (Arrêté de promulgation n° 620 C, du 16 octobre 1930).....	435
27 juillet.....	Décret portant relèvement de tarifs des soldes des personnels militaires en service aux colonies (Arrêté de promulgation n° 620 C, du 16 octobre 1930).....	436
27 juillet.....	Décret étendant aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du Ministère des colonies, l'application des articles 197 à 202 de la Loi de Finances du 16 avril 1930, (Arrêté de promulgation n° 623 C, du 16 octobre 1930).....	439
27 juillet.....	Décret rendant applicable aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du Ministère des colonies, la Loi du 4 janvier 1930, modifiant l'article 295 du Code civil (époux divorcés) (Arrêté de promulgation n° 623 C, du 16 octobre 1930).....	439

13 août.....	Décret étendant aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du Ministère des colonies les dispositions du décret du 1 ^{er} juillet 1922 relatif aux appellations d'origine (Arrêté de promulgation n° 623 C, du 16 octobre 1930).....	439
24 août.....	Décret relatif à des frais de transport et de déplacement (Arrêté de promulgation n° 620 C, du 16 octobre 1930).....	440
27 août.....	Décret fixant le taux des indemnités de déplacement alloué au personnel militaire en service aux colonies (Arrêté de promulgation n° 620 C, du 16 octobre 1930).....	441
27 août.....	Décret fixant les taux de l'indemnité d'absence temporaire allouée au personnel militaire en service aux colonies (Arrêté de promulgation n° 620 C, du 16 octobre 1930).....	442
11 septembre.....	Décret fixant les soldes du personnel de l'inspection des Colonies (Arrêté de promulgation n° 623 C, du 16 octobre 1930).....	443

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

16 octobre....	Décision n° 625 S. G., relatives aux indemnités représentatives des vivres des immigrants annamites.....	445
17 octobre....	Arrêté n° 626 S. G., fixant l'encaisse des agents et sous-agents spéciaux et le tarif de l'indemnité de responsabilité.....	445
17 octobre....	Arrêté n° 627 C, organisant le Service de l'Ostréiculture et des pêches et fixant les attributions du Service.....	446
17 octobre....	Décision n° 629 S. G., autorisant le Comité-Directeur de la Caisse Agricole à accorder un prêt de 80.000 francs à M. M. Millaud (Henri et Jean).....	446
17 octobre....	Arrêté n° 631 D, autorisant la remise et modération de diverses cotes à recouvrer de l'exercice 1927, sur rôles émis dans les archipels.....	446
17 octobre....	Arrêté n° 632 D, autorisant la remise et modération de diverses cotes irrécouvrables, de la perception de Papeete, pour l'année 1927.....	446
17 octobre....	Arrêté n° 633 D, autorisant pour les années 1927 et 1928, le dégrèvement d'une somme globale de cent quatre-vingt-six francs vingt centimes.....	446
17 octobre....	Arrêté n° 634 D, autorisant pour l'année 1930, le dégrèvement d'une somme globale de quatre cent quatre-vingt-dix-huit francs vingt centimes.....	447
22 octobre....	Décision n° 647 C, désignant de Papeete à Nouméa M. le Médecin-Capitaine hors cadres Pujol des Troupes coloniales en qualité de Médecin convoqueur et de Commissaire du Gouvernement d'un contingent d'indochinois rapatriables sur s/s "Andromède" des Messageries Maritimes.....	447
22 octobre....	Arrêté n° 649 C, déléguant à l'Administration de l'Archipel des Tuamotu certains pouvoirs en matière de personnel.....	447
25 octobre....	Décision n° 653 C, instituant une session spéciale d'examen pour le Brevet élémentaire.....	448
29 octobre....	Décision n° 657 C, concernant l'organisation de la Fête Nationale de la Victoire du 11 novembre 1930.....	448
30 octobre....	Arrêté n° 661 S. G., constituant M. Lieuzon Jean, Henri, Trésorier-Payeur des Etablissements français de l'Océanie, en débet pour une somme de 15.000 frs. 04.....	448

30 octobre.... Arrêté n° 663 S. G., autorisant le sieur Thong Shui, dit Ah Yon, n° 3005, à installer un atelier de forge à Papeete, Rue de Rivoli	449
Erratum au Journal officiel de la Colonie du 16 mai 1930 (pages 205 et 206)	450
Extraits	449

AVIS OFFICIELS

Circulaire à Messieurs les Chefs de districts, Officiers de l'Etat civil des Etablissements français de l'Océanie.....	450
Avis au sujet de la construction de wharfs sur le rivage maritime.....	450
Ecole Professionnelle. — Avis.....	451
Service des Douanes et Contributions. — Avis au sujet des taxes sur les chiens..	451
Service Postal. — Avis.....	451
Avis au sujet de la main-d'œuvre annamite.....	450
Curatelle aux successions vacantes. — Avis.....	451

PARTIE NON OFFICIELLE

STATISTIQUES

Opérations des Banques Coloniales d'émission pendant l'exercice 1927-1928.....	452
Observations météorologiques du mois de septembre 1930.....	457

DIVERS

Annonces judiciaires.....	453
— commerciales et avis divers.....	454

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ARRÊTÉ n° 623 C, promulguant dans la Colonie la loi du 24 avril 1924, l'additif au décret du 27 mars 1930, les décrets des 3 juillet, deux décrets du 27 juillet, les décrets des 13 août et 11 septembre 1930.

(Du 16 octobre 1930).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu la circulaire ministérielle n° 906, du 17 juillet 1920,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Sont promulgués dans les Etablissements français de l'Océanie pour y être exécutés, en leurs forme et teneur ;

1° la loi du 24 avril 1924, assurant l'emploi obligatoire des mutilés de la Guerre (J.O.R.F., du 29 août 1924) ;

2° le décret du 3 juillet 1930 portant publication et mise en application provisoire du deuxième avenant à la convention commerciale entre la France et la Hongrie (J.O.R.F., du 7, 8 juillet 1930, page 7583) ;

3° l'additif au décret du 27 mars 1930 relatif à l'immatriculation et l'hypothèque des aéronefs dans les colonies (J.O. R.F., du 27 juillet 1930, page 8544) ;

4° le décret du 27 juillet 1930 étendant aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du Ministère des colonies, l'application des articles 197 à 202 de la Loi de Finances du 16 avril 1930 (J.O.R.F., du 1^{er} août 1930 page 8902 et J.O.R.F., du 17 avril 1930, page 4233) ;

5° le décret du 27 juillet 1930 rendant applicable aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du Ministère des colonies, la Loi du 4 janvier 1930, modifiant l'article 295 du Code civil (époux divorcés) (J.O.R.F., du 4-5 août 1930, page 9061) ;

6° le décret du 13 août 1930 étendant aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du Ministère des colonies les dispositions du décret du 1^{er} juillet 1922 relatif aux appellations d'origine (J.O.R.F., du 19 août 1930, page 9623) ;

7° le décret du 11 septembre 1930 fixant les soldes du personnel de l'Inspection des Colonies (J.O.R.F. du 19 septembre 1930, page 10820).

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 16 octobre 1930.

JORE.

LOI assurant l'emploi obligatoire des mutilés de la guerre.

(Du 26 avril 1924).

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

Article 1^{er}. — Les militaires des armées de terre et de mer, titulaires d'une pension, définitive ou temporaire, en vertu de la loi du 31 mars 1919, bénéficieront, à partir de la publication du règlement d'administration publique, prévu par l'article 18, des dispositions de la présente loi.

Art. 2. — Toutes les exploitations, industrielles et commerciales, autres que celles visées par les articles 1^{er} et 7 de la loi du 31 janvier 1923, qui occupent régulièrement plus de dix salariés de l'un ou de l'autre sexe, âgés de plus de dix-huit ans. français ou étrangers, seront tenus d'employer des pensionnés de guerre, au prorata de leur personnel total, dans les conditions fixées à l'article 3.

Toutes les exploitations, agricoles et forestières, qui occupent régulièrement plus de quinze salariés, seront soumises aux mêmes obligations.

Toutefois, les exploitations qui emploient plus de 50 p. 100 de main-d'œuvre féminine seront soumises au paiement d'une redevance annuelle, proportionnelle au nombre des pensionnés de guerre non employés. Ces exploitations seront exonérées du paiement de la redevance, si elles justifient qu'elles emploient, au prorata de leur personnel masculin, le nombre des pensionnés de guerre prévu à l'article 3, et pour l'effectif féminin, une égale proportion de veuves de guerre non remariées ou remariées avec enfants mineurs du conjoint mort pour la France, de mères ou filles mineures de militaires morts à la guerre ou de suites de la guerre, ou femmes d'aliénés internés, bénéficiaires de la loi du 31 mars 1919.

Art. 3. — Dans les trois mois qui suivront la promulgation de la présente loi, le Ministre du travail arrêtera, après avis conforme de l'office national des mutilés, pour chaque catégorie d'établissements, la proportion des pensionnés de guerre dont l'emploi sera obligatoire, sans que cette proportion puisse dépasser 10 p. 100 du personnel total dans chaque exploitation. Ne seront pas compris dans ce décompte les apprentis et volontaires non rémunérés.

Sera compté pour deux unités, tout pensionné de la loi du 31 mars 1919, dont l'invalidité physiologique atteindra au moins 80 p. 100.

Dans les exploitations occupant un nombre de salariés égal ou supérieur à trente, cette proportion devra comprendre un tiers de pensionnés ne jouissant que d'une capacité professionnelle réduite. Si cette opération donne lieu à un reste au moins égal à

une demi-unité, on ajoutera une unité au nombre qui en sera le produit.

L'employeur titulaire d'une pension en vertu de la loi du 31 mars 1919, sera compté, pour une unité, dans le pourcentage des mutilés qui lui est imposé s'il est réformé avec moins de 80 p. 100 d'invalidité ou pour deux unités s'il est pensionné avec un taux supérieur.

Il en sera de même des victimes d'accidents du travail titulaires d'une pension en vertu de la loi du 9 avril 1898 et des lois subséquentes relatives au même objet, lorsqu'elles seront au service de l'exploitation où l'accident s'est produit.

Art. 4. — L'emploi des pensionnés de guerre tel qu'il est réglé par l'article 3 n'est obligatoire, pour les exploitations existant au jour de l'entrée en vigueur de la présente loi, que dans la mesure des disponibilités de ces exploitations à cette date ou des vacances qui se produiront par suite de modifications dans le personnel.

Toutefois, les exploitations qui, dans le délai de deux ans à compter de la promulgation de la présente loi, ne justifieront pas avoir atteint le pourcentage fixé uniformément aux articles 2 et 3, seront tenues des redevances prévues à l'article 10.

Art. 5. — Dans la première quinzaine du mois de janvier de chaque année, les chefs d'exploitation assujettis à la présente loi seront tenus de faire connaître au préfet la liste des pensionnés de guerre employés par eux pendant l'année précédente, en spécifiant la période d'utilisation de chacun d'eux.

Dans la première quinzaine de février, le préfet transmet ces renseignements et ceux faisant l'objet du paragraphe ci-dessous au directeur de l'office départemental de placement, à la commission départementale de contrôle visée à l'article 13, et aux présidents des associations du département ayant pour objet principal la défense des intérêts des bénéficiaires de la présente loi.

Les assujettis doivent, en outre, notifier au préfet toutes les modifications qui se produiraient en cours d'année, en ce qui concerne soit le renvoi ou l'embauchage des ouvriers mutilés, soit la nature de leur emploi.

Art. 6. — Les chefs d'exploitation qui n'utilisent pas le nombre prescrit de pensionnés de guerre doivent faire connaître, dans les quarante-huit heures, à l'office public de placement, par lettre recommandée avec avis de réception, toutes les vacances d'emploi.

Dans un délai de huit jours francs, à dater de la réception de la déclaration, l'office doit présenter à l'employeur un pensionné de guerre. A défaut de présentation dans ce délai, le chef d'exploitation reprend sa liberté d'embauchage.

L'offre restera valable si, à l'expiration d'un nouveau délai de huit jours, les vacances déclarées à l'office n'ont pas été comblées directement par l'entreprise.

Art. 7. — Tout pensionné de guerre, présenté par les offices publics de placement, sera soumis à une période d'essai ; qui ne pourra être supérieure à une semaine pour les ouvriers et à un mois pour les employés.

Tout refus opposé par le patron à la période d'essai devra être motivé et soumis au directeur de l'office départemental de placement qui statuera sur la légitimité des motifs invoqués. Appel de sa décision pourra être porté devant la commission prévue à l'article 14, qui statuera en dernier ressort et fera, s'il échet, application des dispositions de l'article 10.

En cas de contestation, soit sur la nature de l'affectation, soit sur la capacité et le rendement professionnels, le différend pourra être porté devant la commission prévue à l'article 14, par lettre recommandée adressée au préfet.

Appel de cette décision pourra être formé devant la commission prévue à l'article 15, dans la même forme que ci-dessus, et ce dans les trois jours de la décision de la commission prévue à l'article 14, à peine de forclusion.

La décision de la première commission sera exécutoire par provision, sauf en ce qui concerne les pensionnés munis du certificat de capacité professionnelle, organisé par l'article suivant.

Art. 8. — Le salaire de l'intéressé, tel qu'il sera fixé par la décision de la commission de l'article 14, et, en cas d'appel, par celle de la commission prévue à l'article 15, ne pourra faire l'objet, entre les mêmes parties, d'une demande en revision qu'à l'expiration du délai de six mois, à compter du jour de cette décision.

En cas de rejet, les demandes de cette nature ne pourront être renouvelées que d'année en année.

Le salaire des pensionnés de guerre visés par la présente loi ne pourra être inférieur au tarif normal et courant de la profession et de la région. A défaut de salaire normal et courant, fixé en vertu des décrets du 10 août 1899, la détermination en sera faite dans les conditions prévues par l'article 7 desdits décrets.

Toutefois, le salaire pourra être réduit, soit par les parties elles-mêmes, soit en cas de désaccord, par l'une des commissions de contrôle ; s'il est établi que le pensionné se trouve, de par son invalidité, dans une condition d'infériorité notoire sur les ouvriers de la même catégorie. Dans ce cas, la réduction ne pourra pas excéder 20 p. 100 si la capacité professionnelle est au moins égale à la moitié de la capacité normale, et 50 p. 100 du salaire normal et courant, dans le cas où elle serait inférieure à cette moitié.

Art. 9. — Par dérogation aux dispositions de l'article précédent, le salaire normal et courant de la profession et de la région sera toujours dû au pensionné pendant la période d'essai.

Tout pensionné muni d'un certificat de capacité professionnelle, délivré par la commission prévue à l'article 13, aura droit, en outre, au salaire normal et courant, jusques et y compris le troisième jour qui suivra la décision définitive.

Art. 10. — Tout chef d'exploitation qui n'a pas employé le nombre des pensionnés prescrit par l'article 3 et qui n'a pas fait la déclaration visée à l'article 6 est assujetti à une redevance fixée à 6 francs par jour ouvrable et par pensionné.

Toutefois, les emplois de direction qui deviendraient vacants pendant la période transitoire, prévue à l'article 4, ne donneront lieu au paiement de la redevance que trois mois après la déclaration de la vacance.

Ces emplois seront déterminés par les règlements d'administration publique prévus à l'article 19.

La redevance n'est pas due :

1° Pour les jours pendant lesquels l'exploitation n'a pas fonctionné ;

2° Pour les pensionnés de guerre que les chefs d'exploitation justifient avoir demandé aux offices publics de placement et que ceux-ci n'ont pu fournir.

Toute fausse déclaration entraîne le paiement du double de la redevance.

Le défaut de paiement du salaire, tel qu'il est déterminé en application des articles 8 et 9, donne lieu, à la charge de l'employeur contrevenant, au paiement d'une redevance égale au double de la différence entre le salaire effectivement payé et le salaire normal et courant sans préjudice des réparations civiles dues à l'ouvrier lésé.

Les associations ayant pour objet principal la défense des intérêts des bénéficiaires de la présente loi peuvent exercer une action civile, basée sur l'inobservation de ces prescriptions, sans avoir à justifier d'un préjudice.

Art. 11. — Les redevances fixées par l'article 10, ainsi que la redevance annuelle établie par le paragraphe 2 de l'article 2 et dont le montant sera déterminé par la commission prévue à l'article 15, seront recouvrées par l'administration des contributions directes. Elles seront soumises, le cas échéant, aux mêmes voies de recours que lesdites contributions.

Le produit de ces redevances sera affecté à un fonds commun destiné à être utilisé au profit des pensionnés de guerre, dans les conditions prévues par un règlement d'administration publique, après avis de l'office national des mutilés.

Art. 12. — Sous le bénéfice des dispositions qui précèdent, toutes les règles relatives au contrat de travail, et notamment celles qui figurent au livre 1^{er} du code du travail et de la prévoyance sociale, demeurent applicables aux conventions visées par la présente loi.

Toutefois, les pensionnés atteints d'une invalidité physiologique supérieure à 60 p. 100 pourront prétendre à un délai congé de deux semaines pour les emplois payés à la journée ou à la semaine, et de deux mois pour les emplois payés au mois à moins que les usages ou le contrat ne prévoient une durée supérieure.

Le délai de préavis spécial, institué par le paragraphe précédent, ne pourra être invoqué par l'invalidé dont le renvoi immédiat, pour faute très grave, serait possible, même en présence d'un délai congé prescrit par le contrat ou les usages.

Art. 13. — Le certificat facultatif de capacité professionnelle prévu à l'article 7, est établi par une commission siégeant au chef lieu d'arrondissement, et comprenant :

Un juge ou un juge de paix, président de droit, désigné annuellement par le président du tribunal civil ;

Un médecin désigné par le même magistrat sur la liste des médecins experts accrédités auprès du tribunal de première instance ;

Un des membres élus du comité départemental des mutilés et réformés de guerre ;

Un patron et un ouvrier.

Les conditions de nomination des membres de cette commission et des deux commissions visées aux articles suivants seront déterminées par le règlement d'administration publique prévu à l'article 19.

Cette commission s'adjoindra dans chaque espèce, deux techniciens qualifiés, l'un patron, l'autre ouvrier, qui seront désignés par le président du conseil de prud'hommes ou de la juridiction en tenant lieu.

Art. 14. — Les contestations prévues à l'article 7 seront portées devant une commission siégeant au chef-lieu d'arrondissement, qui se réunira une fois au moins par semaine.

Cette commission comprendra :

Un juge du tribunal civil, président de droit, désigné annuellement par le tribunal ;

Un médecin choisi par le Ministère de la justice sur la liste des médecins experts près les tribunaux ;

Un des membres élus du comité départemental des mutilés et réformés de guerre ;

Un employeur et un ouvrier ou employé.

Art. 15. — Il est créé dans chaque chef-lieu de département une commission, dite commission départementale de contrôle, qui est composée ainsi qu'il suit :

Un conseiller à la cour d'appel ou un président de tribunal civil

président, avec voix prépondérante, désigné par la cour d'appel.

Un inspecteur divisionnaire du travail qui pourra se faire suppléer par un inspecteur départemental ;

Un médecin, ou l'un des médecins attachés au centre de rééducation professionnelle des mutilés s'il s'en trouve un dans le département et, à défaut de centre de rééducation dans le département un médecin choisi par le Ministre de la justice sur la liste des médecins experts près les tribunaux, ou sur une liste de dix membres présentés par les syndicats ou associations de médecins du département ;

Un des membres élus du comité départemental des mutilés et réformés de la guerre ;

Un employeur et un ouvrier ou employé, tous deux pensionnés de guerre.

Cette commission a pour rôle ;

1^o De statuer en dernier ressort sur les conditions relatives du salaire ;

2^o De déterminer le montant des redevances dues par les assujettis qui ne se seront pas conformés aux prescriptions de la présente loi, ou par les chefs des exploitations féminines ou mixtes assujettis à une redevance annuelle, sur les indications qui leur seront fournies par le préfet.

Le préfet transmettra les états ainsi dressés à l'administration des contributions directes, chargée du recouvrement des redevances reconnues exigibles par la commission.

Art. 16. — L'exécution des prescriptions de la présente loi est assurée, sous le contrôle de la commission prévue à l'article précédent, par les inspecteurs du travail et les officiers de police judiciaire, en ce qui concerne les exploitations industrielles et commerciales, et par les officiers de police judiciaire, en ce qui concerne les exploitations agricoles.

Art. 17. — L'alinéa 1^{er} de l'article 1^{er} de la loi du 25 novembre 1916 est ainsi modifié :

« Toutes les fois qu'un militaire des armées de terre et de mer, titulaire d'une pension en vertu de la loi du 31 mars 1919, aura été victime d'un accident du travail survenu dans les conditions prévues par les lois des 9 avril 1898, 30 juin 1899, 12 avril 1906, 13 juillet 1907 et 15 juillet 1914, l'ordonnance du président ou le jugement du tribunal qui fixera le montant des rentes pouvant résulter, tant de sa mort que de la réduction permanente de sa capacité de travail, devra indiquer expressément : »

Art. 18. — Les bénéficiaires de la présente loi, employés ou ouvriers, auxiliaires même temporaires, dans une administration ou un établissement de l'Etat, seront titularisés dans leur emploi s'ils justifient d'une année de présence.

En cas de suppression d'emploi, ils seront pourvus d'un emploi équivalent.

Art. 19. — Les règlements d'administration publique relatifs à l'application de la présente loi seront élaborés par le Ministre du travail, après avis du Ministre des pensions, du Ministre de l'agriculture, du Ministre du commerce et de l'office national des mutilés.

Ces règlements devront prévoir une indemnité dite de "vacation" à accorder de plein droit aux ouvriers ou employés et aux élus des comités départementaux des mutilés et réformés de guerre devant siéger dans les commissions prévues par les articles 13, 14 et 15 de la présente loi.

Art. 20. — La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat, et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Rambouillet, le 26 avril 1924.

A. MILLERAND.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du travail et de
l'hygiène,*

DANIEL VINCENT.

*Le Ministre de la guerre et
des pensions,*

MAGINOT.

Le Ministre des finances,
FRANÇOIS MARSAL.

LOI instituant un ordre du Mérite maritime

(Du 9 février 1930).

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, promulgue la loi dont la teneur suit :

Article 1^{er}. — Il est institué par la présente loi un ordre du "Mérite maritime", destiné à récompenser la valeur professionnelle des marins et le mérite des citoyens qui se sont distingués pour le développement de la marine marchande, des ports, des pêches et des sports nautiques.

Art. 2. — L'ordre du "Mérite maritime" se compose de chevaliers, d'officiers et de commandeurs.

Art. 3. — Pour la première année qui suivra la promulgation de la présente loi, le nombre des croix de commandeur est fixé à 20, celui d'officier à 200 et celui des croix de chevalier à 500.

Pour la deuxième année et les années qui suivront le nombre des croix de commandeur est fixé à 10, celui des croix d'officier à 100 et celui des croix de chevalier à 250.

Art. 4. — Les croix de chevalier, d'officier et de commandeur seront attribuées au personnel navigant de la marine marchande dans la proportion de sept dixièmes du contingent annuel ; aux personnes qui se seront distinguées pour le développement de la marine marchande, des ports, des pêches et des sports nautiques, dans la proportion de deux dixièmes ; au personnel de la marine de l'Etat, dans la proportion d'un dixième.

Les croix dont il n'aurait pas été disposé en faveur des deux dernières catégories de personnes pourront être attribuées au personnel de la première catégorie, sans que le contingent annuel puisse être dépassé.

Art. 5. — Les croix d'officier ne pourront être attribuées qu'après huit années passées dans le grade de chevalier, les croix de commandeur ne pourront être attribuées qu'après cinq années passées dans le grade d'officier.

Toutefois, aucune condition d'ancienneté n'est imposée pour l'attribution des croix de commandeur pendant les cinq premières années qui suivront la promulgation de la loi, ni pour l'attribution des croix d'officier pendant les huit premières années.

Art. 6. — Les nominations sont faites par décret du Président de la République, sur la proposition du Ministre de la marine marchande pour les deux premières catégories, et sur la proposition du Ministre de la marine et du Ministre de la marine marchande pour la troisième catégorie, après avis du conseil de l'ordre du Mérite maritime institué dans les conditions de l'article 7 ci-après.

Art. 7. — Il est institué, auprès du Ministre de la marine mar-

chande et sous sa présidence, un conseil de l'Ordre du Mérite maritime ainsi composé :

Un membre de la grande chancellerie de la Légion d'honneur ;

Un conseiller d'Etat ;

Un officier général de la marine, désigné par le Ministre de la marine ;

Un officier général du corps des administrateurs de l'inscription maritime, désigné par le Ministre de la marine marchande ;

Le plus ancien des directeurs de l'administration centrale de la marine marchande.

Ce conseil donne obligatoirement son avis sur toutes les propositions de nomination et de promotion. Il exerce également un droit de sanction, par le retrait de la décoration et des prérogatives qui y sont attachées, contre un membre de l'ordre qui aurait failli à l'honneur ; les décisions qu'il pourrait être appelé à prendre sur ce point sont susceptibles de recours au conseil d'Etat.

Art. 8. — La forme des décorations et la couleur du ruban, ainsi que les conditions d'attribution, sont fixées par un règlement d'administration publique.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 9 février 1930.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre de la marine,
marchande,*

LOUIS ROLLIN.

DÉCRET portant organisation de l'Ordre du Mérite Maritime.

(Du 16 mai 1930).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre de la Marine marchande et du Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Vu la loi du 9 février 1930 instituant l'Ordre du Mérite maritime, et notamment l'article 8 de ladite loi, ainsi conçu : " La forme des décorations et la couleur du ruban ainsi que les conditions d'attributions sont fixées par un règlement d'administration publique " ;

Vu le décret du 6 novembre 1920 réglementant le port des décorations ;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

TITRE I^{er}.

Forme, couleur et port des décorations de l'Ordre du Mérite Maritime.

Article 1^{er}. — La décoration de Chevalier de l'Ordre du Mérite maritime est une étoile en forme de rose des vents à seize branches, sur laquelle est appliquée une ancre. Les huit branches principales de l'étoile sont ornées d'émail blanc.

Au centre de la face figure une effigie de la République française, vue de face, et, en exergue, l'inscription " République française ", sur fond d'émail bleu.

Au centre du revers sont inscrits les mots : " Mérite maritime ", avec, en exergue, la mention " Marine marchande ", sur fond d'émail bleu.

La croix de Chevalier, d'un diamètre de 40 millimètres, en argent, est suspendue à un ruban.

La croix d'officier, d'un diamètre de 40 millimètres, en vermeil ou en or, est suspendue à un ruban avec rosette.

La croix de commandeur, d'un diamètre de 57 millimètres, en vermeil ou en or, est suspendue à une cravate.

Art. 2. — Le ruban, d'une largeur de 37 millimètres, est constitué par une bande médiale d'une largeur de 17 millimètres bleu, outre mer, comportant de chaque côté deux liserés verts d'une largeur de 3 millimètres, séparés par un filet bleu de 2 millimètres et d'une bordure bleue de 2 millimètres.

Il peut être porté sans la décoration.

Art. 3. — Les dispositions du décret du 6 novembre 1920, réglant le port des décorations sont applicables à la décoration du Mérite maritime, qui se porte entre les médailles commémoratives et les décorations universitaires.

TITRE II.

Admission et avancement dans l'ordre.

Art. 4. — Pour être admis dans l'ordre du Mérite maritime, il faut être âgé de trente ans au moins et justifier de quinze ans de services rendus à la Marine marchande, dans les conditions prévues aux articles 1^{er} et 4 de la loi du 9 février 1930.

Dans le calcul des quinze ans précités est comprise la durée des services accomplis dans la Marine nationale.

Art. 5. — Sous réserve des dispositions de l'article 5, alinéa 2, de la loi du 9 février 1930, nul ne peut être admis dans l'ordre du Mérite maritime qu'avec le grade de chevalier.

Par dérogation et à titre exceptionnel, les commandeurs et les officiers de la Légion d'Honneur pourront être promus directement aux grades correspondants de l'ordre du Mérite maritime, sans avoir à justifier de stage dans les grades inférieurs.

Peuvent également, par dérogation, être nommés ou promus, sans condition d'âge ou de durée de services, après avis du conseil de l'ordre, les personnes qui auront accompli en mer un acte d'héroïsme ou de dévouement exceptionnel, ou qui auront rendu des services extraordinaires à la Marine marchande.

Art. 6. — La croix du Mérite maritime peut être conférée à titre posthume, mais seulement dans des cas exceptionnels, après avis du conseil de l'ordre.

Art. 7. — Les étrangers ne résidant pas habituellement sur le territoire français peuvent être nommés ou promus dans l'ordre du mérite maritime sans l'accomplissement des règles fixées par le présent décret.

Ces règles sont applicables aux nominations ou promotions des étrangers résidant habituellement sur le territoire français ou y exerçant une profession, ou un commerce, ou une industrie quelconque. Toutefois, ces nominations ou promotions ne comptent pas dans le contingent légal.

Les décrets portant nomination ou promotion des étrangers, visés aux alinéas 1^{er} et 2 précédents, sont contresignés par les Ministres de la Marine marchande et des affaires étrangères.

Art. 8. — Les promotions dans l'ordre du Mérite maritime ont lieu exclusivement à l'occasion du 1^{er} janvier et de la fête Nationale du 14 juillet.

Art. 9. — Les décrets portant nominations ou promotions dans l'ordre du Mérite maritime sont publiés au *Journal officiel*.

Cette publication comprend les noms, prénoms, qualité et, s'il y a lieu, le port d'attache et numéro d'immatriculation des bénéficiaires.

Art. 10. — Il est délivré à tous les membres de l'ordre du Mérite maritime des brevets signés par le Ministre de la Marine marchande.

TITRE III.

Discipline.

Art. 11. — Les membres de l'ordre du Mérite maritime ne peuvent perdre cette qualité que par application des règles fixées par les dispositions suivantes.

Art. 12. — La qualité de membre de l'ordre du Mérite maritime se perd pour les mêmes causes que celles qui font perdre la qualité de citoyen français.

Art. 13. — Est exclu de plein droit de l'ordre tout membre de l'ordre qui a encouru une condamnation, soit à une peine infamante, soit à une peine afflictive et infamante, soit à une peine d'emprisonnement d'une durée égale ou supérieure à cinq années.

Dans ce cas, le Ministre de la marine marchande, après avoir communiqué au conseil de l'ordre la copie du jugement qui lui a été transmise par les Ministres de la justice, de la guerre ou de la marine, fait opérer la radiation sur les matricules de l'ordre.

Art. 14. — Tout membre de l'ordre qui est déclaré en état de faillite est privé, jusqu'à sa réhabilitation, des droits et prérogatives attachés à sa décoration.

Le Ministre de la marine marchande, après avoir communiqué au conseil de l'ordre l'extrait du jugement qui lui a été transmis par le Ministre de la justice, fait opérer la mention de la suspension sur les matricules de l'ordre.

Art. 15. — Le Président de la République peut prononcer, sur la proposition du Ministre de la marine marchande, et après avis du conseil de l'Ordre, soit la peine de la suspension, sans que celle-ci puisse avoir une durée supérieure à cinq années, soit celle de l'exclusion, contre tout membre de l'Ordre qui a encouru une condamnation à une amende correctionnelle ou à un emprisonnement d'une durée moindre de cinq années.

Saisi par le Ministre de la Marine marchande, le conseil de l'Ordre délibère sur chaque affaire au vu de la copie du jugement transmise par les Ministres de la justice, de la guerre ou de la marine, et du dossier établi par le membre du conseil qui a été spécialement chargé de l'instruction par le ministre.

Art. 16. — Tout membre de l'Ordre qui a commis contre l'honneur une faute ne pouvant donner lieu à aucune poursuite devant les tribunaux civils, militaires ou maritimes peut être déféré au conseil de l'Ordre aux fins disciplinaires par le Ministre de la marine marchande.

L'instruction est faite par un membre du conseil de l'Ordre désigné par le Ministre.

Au vu du dossier, le Conseil de l'Ordre émet un avis à la suite duquel le Président de la République peut, sur la proposition du Ministre de la marine marchande, prononcer contre l'inculpé soit une suspension qui ne peut dépasser cinq années, soit l'exclusion de l'Ordre.

Art. 17. — Dans les cas prévus aux articles 15 et 16 précédents, le membre de l'Ordre poursuivi disciplinairement est informé par le Ministre de la marine marchande, un mois au moins avant la date fixée pour la délibération du conseil, par notification administrative, de la poursuite dont il fait l'objet, afin de lui permettre de faire parvenir en temps utile au Ministre de la marine marchande un mémoire en défense.

Si l'inculpé demande à être entendu le Ministre peut, soit l'autoriser à comparaître devant le conseil de l'Ordre, soit charger le membre du conseil désigné pour instruire l'affaire, de l'interroger et de recevoir ses observations. Il peut se faire assister d'un avocat ou de toute autre personne agréée par le président du conseil de l'Ordre.

Art. 18. — Si, dans le délai d'un mois à dater de la réception de

la notification administrative faite à personne, le membre de l'Ordre poursuivi ne répond pas, il est passé outre et mention en est faite dans l'avis du conseil de l'ordre.

Art. 19. — Les règles édictées par les articles 13 et suivants sont applicables aux étrangers membres de l'ordre.

Art. 20. — Le Ministre de la marine marchande a toujours le droit d'adresser aux membres de l'ordre un avertissement ne constituant pas une peine disciplinaire.

Art. 21. — Nulle poursuite disciplinaire ne peut avoir lieu, par application de l'article 16, contre un fonctionnaire de l'Etat ou un militaire des armées de terre ou de mer, sans l'assentiment préalable du Ministre dont relève ce fonctionnaire ou ce militaire.

Les décrets prononçant une peine disciplinaire contre les militaires des armées de terre ou de mer, et les fonctionnaires des administrations publiques doivent être contresignés, non seulement par le Ministre de la marine marchande, mais, en outre par le Ministère dont relèvent les membres de l'ordre qui en sont l'objet.

Art. 22. — Lorsqu'un membre de l'Ordre du Mérite maritime, en même temps membre de l'Ordre de la Légion d'Honneur ou titulaire de la médaille militaire fait l'objet, de l'une de ces dernières qualités, d'une peine disciplinaire prononcée par décret rendu sur le rapport du grand chancelier et sur l'avis du conseil de l'ordre de la Légion d'honneur, cette peine lui est applicable de plein droit en sa qualité de membre de l'ordre du Mérite maritime.

Art. 23. — Le Président de la République peut, sur la proposition du Ministre de la marine marchande et sur l'avis du conseil de l'ordre, réintégrer dans l'ordre les anciens membres qui en ont été exclus disciplinairement, s'ils justifient de titres sérieux à cette mesure exceptionnelle de bienveillance.

TITRE IV.

Dispositions diverses.

Art. 24. — Toutes autres dispositions relatives à l'ordre du Mérite maritime sont prises, suivant leur importance, par un décret rendu sur la proposition du Ministre de la marine marchande, ou par arrêté de ce Ministre.

Art. 25. — Le Ministre de la marine marchande et le Garde des sceaux, Ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Rambouillet, le 16 mai 1930.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre de la marine
marchande,*
LOUIS ROLLIN.

*Le Garde des sceaux,
Ministre de la justice,*
RAOUL PÉRET

DÉCRET portant organisation de l'administration de l'Ordre du Mérite Maritime.

(Du 18 mai 1930.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,
Sur le rapport du Ministre de la marine marchande ;
Vu la loi du 9 février 1930, instituant l'ordre du Mérite maritime ;
Vu le règlement d'administration publique en date du 16 mai 1930 et notamment l'article 24 dudit règlement,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — L'administration de l'ordre du Mérite maritime est confiée au Ministre de la marine marchande.

Art. 2. — Le conseil de l'ordre du Mérite maritime, institué par l'article 7 de la loi du 9 février 1930, a pour vice-président le membre du conseil de l'ordre de la Légion d'honneur qui en fait partie.

Auprès de ce conseil est organisé un secrétariat composé du chef du bureau du cabinet du Ministre de la marine marchande, secrétaire, et d'un secrétaire adjoint nommé par le Ministre de la marine marchande.

Art. 3. — Les membres du conseil sont nommés pour quatre ans par le Président de la République, sur la proposition du Ministre de la marine marchande.

Les membres sortants peuvent être renommés.

Art. 4. — Le conseil de l'ordre se réunit sur la convocation du Ministre de la marine marchande, toutes les fois que celui-ci le juge utile.

Le conseil émet des avis sur les propositions de nomination ou de promotion dans l'Ordre, sur les affaires disciplinaires et sur toutes les questions que le Ministre soumet à son examen.

Art. 5. — Le Secrétaire du conseil est chargé, sous l'autorité du Ministre de la marine marchande, de la préparation et de la centralisation des propositions, de la tenue des matricules des membres de l'Ordre et des archives du conseil, de l'instruction des affaires disciplinaires et de tous les travaux concernant l'administration de l'ordre du Mérite maritime.

Art. 6. — Le Ministre de la marine marchande est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Rambouillet, le 18 mai 1930.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre de la marine
marchande,*
LOUIS ROLLIN.

Immatriculation et hypothèque des aéronefs dans les colonies.

Additif au *Journal officiel* de la République française du 2 avril 1930, décret du 27 mars 1930 :

ANNEXE I. — Modèle de requête (1).

	REQUÊTE A FIN D'INSCRIPTION	CADRE RÉSERVÉ AU FONCTIONNAIRE chargé des inscriptions
		Volume :
		Numéro :
		Date de l'inscription :
		N° du registre de dépôt : ...
	
	Texte de la requête	Le requérant ne doit, sous aucun prétexte, écrire dans cette marge.

EXTRAIT DU DÉCRET DU 27 MARS 1930.

Art. 7. — Pour se conformer aux dispositions de l'article 12 de la loi du 31 mai 1924, tout nouveau propriétaire d'un aéronef déjà immatriculé doit produire, au bureau d'immatriculation compétent, une requête en deux exemplaires, à l'effet d'obtenir l'inscription de la mutation de propriété.

La requête est accompagnée de l'acte dûment enregistré, en vertu duquel l'inscription est requise, ainsi que la justification d'identité et de nationalité prévue à l'article 4.

La requête doit contenir la marque, la date et les lettres d'immatriculation de l'aéronef et, s'il s'agit d'actes ou de jugement, les mentions suivantes :

- 1° La date et la nature de l'acte et, s'il est authentique, la désignation de l'officier public ou du tribunal dont il émane ;
- 2° L'objet et les principaux éléments de l'acte ;
- 3° Les noms prénoms, profession, domicile et nationalité des parties.

Les requêtes qui ne sont pas établies dans les conditions ci-dessus sont obligatoirement rejetées.

Dans le cas où la mutation par décès, actes ou jugements à inscrire, s'applique à plusieurs aéronefs, il doit être produit une requête distincte à l'appui de l'inscription afférente à chaque aéronef.

NOTA. — Les requêtes doivent, sous peine de rejet, être écrites à la main ou à la machine à écrire, en toutes lettres, sans surcharge, grattage ou interligne, à raison de trente lignes à la page au maximum. Les blancs sont bâtonnés et les renvois sont numérotés et inscrits à la suite, en aucun cas, ils ne peuvent être portés dans les marges.

Le requérant ne doit, sous aucun prétexte, écrire dans cette marge	Texte de la requête	Texte de la requête	Le requérant ne doit, sous aucun prétexte, écrire dans cette marge

Je soussigné (2)

certifie que les deux exemplaires de la présente requête sont exactement collationnés.

(1) Sur feuille double du modèle « Tellère ».

(2) Nom, prénoms, profession, domicile.

DÉCRET portant publication et mise en application provisoire du deuxième avenant à la convention commerciale entre la France et la Hongrie.

(Du 3 juillet 1930).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 8 de la loi du 16 juillet 1875 ;

Vu la loi du 29 juillet 1919 ;

Sur la proposition du Ministre des affaires étrangères, du Ministre du commerce et de l'industrie, du Ministre de l'agriculture, du Ministre des colonies et du Ministre du budget,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Le deuxième avenant à la convention commerciale du 13 octobre 1925 entre la France et la Hongrie, signé à Paris le 21 décembre 1929, sera inséré au *Journal officiel*.

Les dispositions qui y sont prévues à l'exception de la réduction des droits en faveur des fleurs de tilleul stipulée à l'article 4 sont applicables à dater du 8 juillet 1930, en attendant leur approbation par le Sénat et la Chambre des députés.

DEUXIÈME AVENANT

A LA CONVENTION COMMERCIALE ENTRE LA FRANCE ET LA HONGRIE, DU 13 OCTOBRE 1925.

Par application de l'article 5 de l'avenant du 18 décembre 1926 à la convention commerciale du 13 octobre 1925, le Gouvernement français et le gouvernement hongrois ont procédé à l'examen des modifications et compléments que, pour le développement des échanges entre les deux pays, ils ont cru utile d'apporter à ladite convention.

Ils ont, en conséquence, convenu et arrêté ce qui suit :

Art. 1^{er}. — Les articles 3-6 de la convention commerciale du 13 octobre 1925, seront remplacés par les dispositions suivantes :

« Les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance de la Hongrie, bénéficieront à leur importation en France, ainsi que dans les colonies, possessions et pays de protectorat français ayant le même régime douanier que la France, du tarif minimum, c'est-à-dire des taux les plus réduits que la France accorde ou pourrait accorder à toute autre puissance, en vertu des mesures tarifaires ou de conventions commerciales, tant en ce qui concerne les droits à l'importation actuellement établis ou ceux que la France pourrait éventuellement leur substituer qu'en ce qui concerne les surtaxes, coefficients ou autres majorations temporaires que la France a établies ou pourrait établir.

« L'octroi du tarif minimum pour les produits susmentionnés implique le traitement de la nation la plus favorisée.

« Sans préjudice des dispositions de l'alinéa précédent, les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance de la Hongrie, énumérés à l'article 4 du présent avenant, seront admis, à leur importation en France, ainsi que dans les colonies, possessions et pays de protectorat français ayant le même régime douanier que la France, au bénéfice des taux et droits conventionnels stipulés à l'article 4 du présent avenant et de tous autres plus favorables que la France accorderait à un autre pays étranger quelconque, soit en vertu de mesures tarifaires, soit en vertu de conventions commerciales.

« Le traitement de la nation la plus favorisée n'autorise point les hautes parties contractantes à réclamer les avantages préférentiels que chacune d'elles pourrait accorder en matière tarifaire à certains Etats limitrophes, dans une zone n'excédant pas 15 kilomètres : ce traitement n'autorise pas non plus la Hongrie à réclamer le bénéfice des tarifs que la France pourrait accorder éventuellement aux produits dont l'importation est destinée à faciliter les règlements financiers avec les pays qui ont été en état de guerre avec la France, pendant les années 1914-1918. »

Art. 2. — L'article 8 de la convention commerciale du 13 octobre 1925 sera modifié comme suit :

« Les hautes parties contractantes accorderont aux produits

originaires et en provenance de l'autre le bénéfice des avantages résultant de modifications apportées à la nomenclature douanière ou de spécialisations introduites dans les tarifs, en vertu de mesures administratives ou légales ou de conventions conclues avec d'autres puissances. »

Art. 3. — Dans la liste A de l'article 1^{er} de l'avenant du 18 décembre 1926, sont introduites les modifications suivantes :

a) Seront ajoutées les positions suivantes : (1)

Art. 4. — La liste B de l'article 2 de l'avenant du 18 décembre 1926 est supprimée et remplacée par l'énumération suivante, mentionnée au quatrième alinéa de l'article 1^{er} du présent avenant (2).

Art. 5. — Les articles 3 et 4 de l'avenant du 18 décembre 1926 sont supprimés.

Art. 6. — L'article 24 de la convention du 13 octobre 1925 est remplacé par l'article suivant :

« Chacune des hautes parties contractantes s'engage à prendre toutes mesures nécessaires en vue de réprimer sur son territoire l'emploi abusif des appellations géographiques d'origine des produits vinicoles de l'autre partie, pourvu que ces appellations soient dûment protégées par celle-ci et aient été notifiées par elle.

« Sont considérées comme employées abusivement les appellations d'origine de l'un des deux pays lorsqu'elles sont appliquées à des produits auxquels les dispositions législatives ou réglementaires de ce pays en refusent le bénéfice.

« La notification ci-dessus prévue devra préciser notamment les documents délivrés par l'autorité compétente du pays d'origine constatant le droit aux appellations d'origine.

« Il sera, en particulier, interdit de se servir d'une appellation géographique d'origine pour désigner les produits vinicoles autres que ceux qui y ont réellement droit, alors même que l'origine véritable des produits serait mentionnée ou que l'appellation abusive serait accompagnée de certains termes rectificatifs tels que « genre », « façon », « type » ou autres.

« De même, aucune appellation géographique d'origine des produits vinicoles de l'une des hautes parties contractantes, si elle est dûment protégée dans le pays de production et si elle a été régulièrement notifiée à l'autre partie, ne pourra être considérée comme ayant un caractère générique.

« Les mesures que chacune des hautes parties contractantes s'engage à prendre devront prévoir la répression par la saisie, la prohibition ou toute autre sanction appropriée, notamment de l'importation, de l'exportation, de l'entreposage, de la fabrication, de la circulation, de la vente ou de la mise en vente des produits vinicoles dans le cas où figureraient sur les fûts, bouteilles, emballages ou caisses les contenant, ainsi que sur les factures, papiers de commerce et lettres de voiture, des marques, noms, inscriptions, illustrations ou signes quelconques évoquant des appellations d'origine employées abusivement.

« Les dispositions qui précèdent ne font pas obstacle à ce que le vendeur appose son nom et son adresse sur le conditionnement du produit : toutefois, il sera tenu, à défaut d'appellation régionale ou locale, de compléter cette mention par l'indication en caractères apparents du pays d'origine du produit, chaque fois que, par l'apposition du nom ou de l'adresse, il pourrait y avoir confusion avec une région ou une localité située dans un autre pays.

« La saisie des produits incriminés ou les autres sanctions seront appliquées, soit à la diligence de l'administration, soit à la requête du Ministère public ou de tout intéressé, individuel, association ou syndicat, conformément à la législation respective de chacune des hautes parties contractantes.

« Les hautes parties contractantes se déclarent prêtes à étudier l'extension éventuelle de la protection des appellations d'origine ci-dessus prévue à d'autres produits tirant du sol ou du climat leurs qualités spécifiques. »

Art. 7. — Les alinéas 4 et 5 de l'article 32 de la convention commerciale du 13 octobre 1925 et l'article 5 de l'avenant du 18 décembre 1926 sont supprimés.

Art. 8. — Le présent avenant suivra le sort de la convention commerciale du 13 octobre 1925.

Art. 9. — Le présent avenant sera mis en vigueur dans les conditions prévues à l'article 32 de la convention commerciale du 13 octobre 1925. L'échange des ratifications aura lieu à Budapest.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé le présent avenant qu'ils ont revêtu de leurs sceaux.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 21 décembre 1929.

Signé : A. BRIAND.

P. E. FLANDIN.

Baron FRÉDÉRIC VILLANI.

M. DE NICKL.

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Dans le protocole de signature annexe à l'avenant du 18 décembre 1926 à la convention commerciale du 13 octobre 1925 sont introduites les modifications suivantes :

1^o Les dispositions du paragraphe 1^o a, sont remplacées par les dispositions suivantes :

Chacune des hautes parties contractantes s'engage à examiner avec la plus grande bienveillance les demandes d'enregistrement de spécialités pharmaceutiques provenant de l'autre partie contractante et à ne pas refuser leur admission, à condition que la spécialité corresponde aux prescriptions valables dans son territoire.

L'enregistrement ne pourra être refusé pour la seule raison qu'une spécialité de composition similaire ou analogue se trouve déjà enregistrée ;

2^o Les paragraphes 2^o, 3^o et 4^o et le dernier alinéa du paragraphe 5^o sont supprimés ;

3^o Sous réserve de réciprocité, les films cinématographiques, documentaires ou éducatifs, destinés à être projetés dans des établissements ou dans des conférences gratuites, et dont le caractère gratuit est attesté par un certificat des Ministères de l'instruction publique, bénéficieront de l'admission temporaire ou de la consignation des droits et taxes exigibles ;

4^o Les publications de propagande touristique, sous forme de guides, dépliants, brochures, etc., même illustrées, en faveur des villes et régions françaises seront, lors de leur importation en Hongrie, exemptes de tous droits de douane. Le même traitement sera accordé, à l'entrée en France, aux publications de propagande analogues, en faveur des villes et régions hongroises ;

5^o Il est entendu que sous la dénomination de haricots en grains triés, calibres, sont visés les haricots contenant moins de 2 p. 100 d'impuretés.

Dans l'application, et sauf soupçon d'abus, la douane française prendra en considération les certificats des autorités hongroises compétentes, attestant que les haricots présentes n'ont pas été triés ni calibrés ;

6^o Sauf soupçon d'abus, les fleurs de camomille originaire de Hongrie seront considérées comme rentrant dans la même catégorie que les fleurs de camomille de la variété dite allemande ;

7^o Il est convenu que toutes instructions utiles seront adres-

sées au service des douanes françaises pour que les becs de lampes et à gaz en fer galvanisé, étamé ou oxydé, sans parties de cuivre, soient admis au tarif prévu par le second alinéa de l'article 574 du tableau des droits;

8° Les hautes parties contractantes sont d'accord pour entamer, aussitôt que possible, des négociations en vue de la conclusion d'une convention vétérinaire.

Signé : A. BRIAND.
P. E. FLANDIN.
Baron FRÉDÉRIC VILLANI.
M. DE NICKL.

LETTRES ANNEXES

MINISTÈRE
DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Paris, le 21 décembre 1929.

*A Son Excellence M. le Baron Frédéric Villani,
Ministre de Hongrie à Paris.*

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous faire connaître que le Gouvernement français est disposé à appliquer, à partir du 15 janvier 1930 et jusqu'à la mise en vigueur de l'avenant, signé en date de ce jour, le tarif minimum et le traitement de la nation la plus favorisée aux produits originaires et en provenance de Hongrie, importés sur le territoire douanier français et dans les colonies, possessions et pays de protectorat, ayant le même régime douanier que la France.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

Signé : ARISTIDE BRIAND.

LÉGATION ROYALE
DE HONGRIE
EN FRANCE

Paris, le 21 décembre 1929.

*A son Excellence M. Aristide Briand, Ministre
des affaires étrangères, Paris.*

Monsieur le Président,

Par lettre en date de ce jour, vous avez bien voulu me faire connaître que le Gouvernement français est disposé à appliquer, à partir du 15 janvier 1930 et jusqu'à la mise en vigueur de l'avenant signé en date de ce jour le tarif minimum et le traitement de la nation la plus favorisée aux produits originaires et en provenance de Hongrie importés sur le territoire douanier français et dans les colonies, possessions, pays de protectorat ayant le même régime douanier que la France.

J'ai l'honneur de vous accuser réception et de vous remercier de cette communication dont je prends acte.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma plus haute considération.

Signé : FRÉDÉRIC VILLANI.
Ministre de Hongrie.

MINISTÈRE
DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Paris, le 21 décembre 1929.

*A Son Excellence M. le Baron Villani,
Ministre de Hongrie à Paris.*

Monsieur le Ministre,

Me référant à l'article 9 de l'avenant signé en date de ce jour, j'ai l'honneur d'attirer votre attention sur le fait que, en cas de mise en vigueur provisoire dudit avenant, la réduction de droits

en faveur des tilleuls prévue à l'article 4 ne pourra entrer en application qu'après approbation du Parlement français et ratification de l'avenant.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Signé : ARISTIDE BRIAND.

LÉGATION ROYALE
DE HONGRIE
EN FRANCE

Paris, le 21 décembre 1929.

*A Son Excellence M. Aristide Briand, Ministre
des affaires étrangères, Paris.*

Monsieur le Président,

Par lettre en date de ce jour, vous avez bien voulu me faire la communication suivante :

« Me référant à l'article 9 de l'avenant signé en date de ce jour, j'ai l'honneur d'attirer votre attention sur le fait que, en cas de mise en vigueur provisoire dudit avenant, la réduction de droits en faveur des tilleuls prévue à l'article 4 ne pourra entrer en application qu'après approbation du Parlement français et ratification de l'avenant. »

J'ai l'honneur de vous accuser réception et de vous remercier de cette communication, dont je prends acte.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma plus haute considération.

Signé : FRÉDÉRIC VILLANI,
Ministre de Hongrie.

LÉGATION ROYALE
DE HONGRIE
EN FRANCE

Paris, le 21 décembre 1929.

*A Son Excellence M. Aristide Briand, Ministre
des affaires étrangères, Paris.*

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous faire connaître que le gouvernement hongrois se déclare disposé à autoriser pendant une période de dix mois, à dater de la mise en vigueur du présent avenant, l'importation d'un contingent de 30.000 boîtes à lait en aluminium, de provenance française, d'une contenance de 10 à 50 litres, au taux de 45 couronnes or par 100 kilogr. (position 775 h. du tarif hongrois).

Veillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma plus haute considération.

Signé : FRÉDÉRIC VILLANI,
Ministre de Hongrie.

MINISTÈRE
DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Paris, le 21 décembre 1929.

*A Son Excellence M. le Baron Frédéric Villani,
Ministre de Hongrie à Paris.*

Monsieur le Ministre,

Par lettre en date de ce jour, vous avez bien voulu me faire connaître que le gouvernement hongrois se déclare disposé à autoriser, pendant une période de dix mois à dater de la mise en vigueur du présent avenant, l'importation d'un contingent de 30.000 boîtes à lait en aluminium, de provenance française, d'une contenance de 10 à 50 litres, au taux de 45 couronnes or par kilogr. (position 775 h. du tarif hongrois).

J'ai l'honneur de vous accuser réception et de vous remercier de cette communication, dont je prends acte.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

Signé: ARISTIDE BRIAND.

Art. 2. — Le Ministre des affaires étrangères, le Ministre du commerce et de l'industrie, le Ministre de l'agriculture, le Ministre des colonies et le Ministre du budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 3 juillet 1930.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République:

Le Ministre des affaires
étrangères,
ARISTIDE BRIAND.

Le Ministre du commerce
et de l'industrie,
P. E. FLANDIN.

Le Ministre de l'agriculture,
FERNAND DAVID.

Le Ministre des colonies,
FRANÇOIS PIÉTRI.

Le Ministre du budget,
GERMAIN-MARTIN.

(1) (Pour les listes voir J.O. de la République française du 7-8 juillet 1930, pages 7387 et 7388.)

DÉCRET modifiant le décret du 29 décembre 1903 sur la solde et les accessoires de solde des militaires à la charge du département des colonies.

(Du 22 juillet 1930).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 29 décembre 1903 portant règlement sur la solde et les accessoires de solde des troupes coloniales et métropolitaines à la charge du département des colonies et les divers décrets qui l'ont modifié, notamment ceux des 14 septembre 1927, 13 octobre 1927 et 15 avril 1928;

Vu le décret du 10 février 1926 instituant une indemnité spéciale en faveur des officiers et sous-officiers à solde mensuelle en service en Afrique occidentale et en Afrique équatoriale françaises;

Vu la loi du 16 avril 1930 portant fixation du budget général de l'exercice 1930;

Vu l'article 9 de la loi de finances du 18 octobre 1919;

Sur le rapport des ministres des colonies, de la guerre et du budget,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. — Le décret du 29 décembre 1903 susvisé est modifié comme il suit :

1^o Art. 10, alinéa b). — Remplacer le texte actuel par le suivant :

« b) Un supplément colonial dont le taux, variable avec les colonies, est égal à une fraction de la solde nette déterminée comme ci-après :

« Douze dixièmes pour le groupe de l'Afrique équatoriale française;

« Neuf dixièmes pour le Cameroun. »

(le reste sans changement.)

2^o Art. 15 (Indemnités). — Ajouter un n^o 19 ter, ainsi conçu :

Numéros d'ordre des indemnités	DÉSIGNATION des indemnités	DÉSIGNATION des militaires	RÈGLES D'ALLOCATION	DISPOSITIONS PARTICULIÈRES
19 ter	Indemnité de fonction.	Sous-officiers, caporaux-chefs, caporaux et soldats de la section mixte des infirmiers coloniaux.....	L'indemnité est due aux infirmiers militaires titulaires soit du brevet supérieur de capacité, soit du brevet élémentaire d'infirmier. Elle est allouée pour chaque journée de présence ou d'absence régulière ou légale, à l'exception des périodes de traversée et de congés de toute nature.	Pour les sous-officiers à solde mensuelle l'indemnité est calculée sur la base de trente jours par mois.

3^o Tarif n^o 6. — Indemnités pour charges militaires, tableau (colonies d'attribution). 2^o colonne (indemnité n^o 1), au lieu de: « Réunion », mettre: « Groupe de l'Afrique orientale »; 3^o colonne (indemnité n^o 2), supprimer les mots: « Afrique orientale moins la Réunion ».

4^o Tarif n^o 7. — Remplacer les tableaux de hautes payes par les suivants:

HAUTES PAYES JOURNALIÈRES D'ANCIENNETÉ, MILITAIRES FRANÇAIS DES CORPS FRANÇAIS ET INDIGÈNES

1^o Hautes payes d'Europe.

GRADES ET ÉCHELONS	TAUX PAR JOUR	OBSERVATIONS
Caporal-chef, brigadier-chef, caporal et brigadier.....	Après 10 ans de services..... 6 20 Après 5 ans de services..... 5 20 Après 3 ans de services..... 4 50 Après la durée légale..... 3 »	La haute paye de caporal est attribuée aux soldats musulmans qui reçoivent la solde de caporal.
Soldat et assimilé.....	Après 10 ans de services..... 5 25 Après 5 ans de services..... 4 25 Après 3 ans de services..... 3 50 Après la durée légale..... 2 50	

2^e Hautes payes coloniales.

GRADES ET ÉCHELONS		COLONIES du 1 ^{er} groupe	COLONIES du 2 ^e groupe	COLONIES du 3 ^e groupe	OBSERVATIONS
Caporal-chef, brigadier-chef, caporal et brigadier.....	Après 10 ans de services.....	9 20	8 20	7 20	La haute paye de caporal est attribuée aux soldats musiciens qui perçoivent la solde de caporal.
	Après 5 ans de services.....	8 20	7 20	6 20	
	Après 3 ans de services.....	7 »	6 »	5 »	
	Après la durée légale.....	5 »	4 »	3 50	
Soldat et assimilé.....	Après 10 ans de services.....	7 75	6 75	5 75	
	Après 5 ans de services.....	6 75	5 75	4 75	
	Après 3 ans de services.....	5 50	4 50	4 »	
	Après la durée légale.....	4 »	3 50	3 »	

Le reste sans changement.

5^e Tarif 19. — Ajouter:

Indemnités de fonctions au personnel de la section mixte des infirmiers militaires coloniaux (art. 15, position 19 ter).

DÉSIGNATION des grades et emplois	INDEMNITÉ par jour (1)	OBSERVATIONS
Titulaire du brevet supérieur de capacité d'infirmier.....	(2) 3 »	(1) Allouée en entier aux titulaires du brevet employés dans les services cliniques, laboratoires, missions sanitaires. Réduite de moitié pour les titulaires du brevet remplissant d'autres fonctions. (2) Cette indemnité est portée à 4 fr., 4 ans après l'obtention du brevet supérieur et à 5 fr., 8 ans après l'obtention dudit brevet.
Titulaire du brevet élémentaire de capacité d'infirmier.....	(3) 1 50	(3) Cette indemnité est portée à 2 fr. 25, 4 ans après l'obtention du brevet élémentaire et à 2 fr. 75, 8 ans après l'obtention dudit brevet.

Art. 2. — Les dispositions du décret du 10 février 1926 susvisé sont rendues applicables aux officiers et sous-officiers à solde mensuelle en service dans le groupe du Pacifique.

A partir de la mise en vigueur du présent décret, ces dispositions cesseront d'être appliquées aux mêmes catégories de militaires en service en Afrique équatoriale française.

Art. 3. — Le présent décret est applicable aux militaires de toutes armes et de tous services des troupes coloniales ou métropolitaines hors cadres au compte des budgets généraux, locaux, spéciaux, annexes ou autres des colonies.

Les dispositions qui en font l'objet sont applicables :

1^{re} Celles relatives au supplément colonial, aux indemnités pour charges militaires, aux hautes payes et à l'indemnité spéciale, à compter du 1^{er} avril 1930;

2^e Celles relatives à l'indemnité de fonctions des infirmiers militaires, à compter du 1^{er} juillet 1929.

Art. 4. — Les ministres des colonies, de la guerre et du budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du Ministère des colonies.

Fait à Rambouillet, le 22 juillet 1930.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le Ministre des colonies,
FRANÇOIS PIÉTRI.

Le Ministre de la guerre,
ANDRÉ MAGINOT.

Le Ministre du budget,
GERMAIN-MARTIN.

DÉCRET portant relèvement de tarifs de soldes.

(Du 27 juillet 1930).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 29 décembre 1903 portant règlement sur la solde et les accessoires de solde des troupes coloniales et métropolitaines à la charge du département des colonies, ensemble les textes modificatifs, notamment le décret du 25 septembre 1929;

Vu le décret du 2 juillet 1904, portant règlement sur la solde et les accessoires de solde des agents civils au commissariat et des agents comptables des matières des colonies, ensemble les décrets modificatifs et notamment celui du 25 septembre 1929;

Vu la décision présidentielle du 15 mai 1905 portant application aux officiers de la gendarmerie coloniale du décret du 29 décembre 1903 susvisé et de ses modificatifs;

Vu le décret du 19 octobre 1911 faisant application aux militaires de la gendarmerie coloniale des décrets (guerre) du 5 décembre 1902, 3 janvier 1903 et 26 mai 1909; ensemble les décrets modificatifs;

Vu le décret du 30 décembre 1912 déterminant les allocations de solde et indemnités diverses à attribuer aux colonies aux armuriers de la marine versés dans les troupes coloniales, ensemble les décrets modificatifs, en particulier celui du 25 septembre 1929;

Vu la loi du 29 décembre 1929 portant ouverture de crédits sur l'exercice 1929 en vue du rajustement des traitements et des soldes des personnels civils et militaires de l'Etat;

Vu la loi du 16 avril 1930, portant fixation du budget général de l'exercice 1930;

Vu l'article 9 de la loi de finances du 18 octobre 1919;

Sur le rapport du Ministre des colonies, du Ministre de la guerre et du Ministre du budget,

DECRÈTE :

Article 1^{er}. — Le tarif n° 1 (solde des officiers en activité) annexé au décret du 29 décembre 1903, modifié en dernier lieu par le décret du 25 septembre 1929, est abrogé et remplacé par les tarifs n° 1 annexés à l'article 1^{er} du décret du 16 juillet 1930, applicables respectivement :

1^o Du 1^{er} juillet 1929 au 30 septembre 1930 ;

2^o A compter du 1^{er} octobre 1930.

Art. 2. — Le tarif n° 2 (solde mensuelle des sous-officiers en activité, y compris les sous-officiers de carrière) annexé au décret du 29 décembre 1903, modifié en dernier lieu par le décret du 25 septembre 1929, est abrogé et remplacé par les tarifs n° 5 annexés à l'article 5 du décret du 16 juillet 1930, applicables respectivement :

1^o Du 1^{er} juillet 1929 au 31 mars 1930 ;

2^o Du 1^{er} avril au 30 septembre 1930 ;

3^o A compter du 1^{er} octobre 1930.

Art. 3. — Le tarif inséré à l'article 4 du décret du 25 septembre 1929 (solde des agents civils au commissariat et des comptables des matières des colonies) est abrogé et remplacé par le tarif annexé au présent décret.

Art. 4. — Le tarif inséré à l'article 5 du décret du 25 septembre 1929 (solde des armuriers provenant de la marine) est abrogé et remplacé par le tarif annexé au présent décret.

Art. 5. — Le tarif inséré à l'article 6 du décret du 25 septembre

1929 (solde des militaires non officiers de la gendarmerie) est abrogé et remplacé par les tarifs annexés à l'article 4 du décret du 16 juillet 1930, applicables respectivement :

1^o Du 1^{er} juillet 1929 au 31 mars 1930 ;

2^o Du 1^{er} avril au 30 septembre 1930 ;

3^o A compter du 1^{er} octobre 1930.

Art. 6. — Les tarifs de solde ci-dessus sont applicables aux militaires de toutes armes et de tous services de troupes coloniales ou métropolitaines hors-cadres au compte des budgets généraux, locaux, spéciaux, annexés ou autres des colonies.

Art. 7. — Le Ministre des colonies, le Ministre de la guerre et le Ministre du budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du Ministère des colonies.

Fait à Rambouillet, le 27 juillet 1930.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le Ministre des colonies,
FRANÇOIS PIÉTRI.

Le Ministre de la guerre,
ANDRÉ MAGINOT.

Le Ministre du budget,
GERMAIN-MARTIN.

Agents civils du commissariat et des comptables des matières des colonies.

Tarif applicable du 1^{er} juillet 1929 au 30 septembre 1930.

GRADES	SOLDE budgétaire annuelle	RETENUE à déduire	SOLD DE PRÉSENCE NETTE		
			par an	par mois	par jour
Agent principal :					
Après quatre ans de grade ou après trente-deux ans de services	40.595 74	2.435 74	38.160 »	3 180 »	106 »
Avant quatre ans de grade	36.000 »	2.160 »	33.840 »	2.820 »	94 »
Agent :					
Après douze ans de grade ou après huit ans de grade et trente ans de services	32.591 49	1.955 49	30.636 »	2.553 »	85 10
Après huit ans de grade ou après quatre ans de grade et vingt-cinq ans de services	29.489 36	1.769 36	27 720 »	2 340 »	77 »
Après quatre ans de grade ou après vingt ans de services	27.114 89	1.626 89	25 488 »	2 124 »	70 80
Avant quatre ans de grade	24 893 62	1.493 62	23.400 »	1 950 »	65 »
Sous-agent :					
Après huit ans de grade et vingt ans de services	23.629 78	1.417 78	22.212 »	1.851 »	61 70
Après huit ans de grade ou après quatre ans de grade et quinze ans de services	21.293 62	1.277 62	20.016 »	1.668 »	55 60
Après quatre ans de grade ou après dix ans de services	19.110 64	1.146 64	17 964 »	1.497 »	49 90
Avant quatre ans de grade	17.617 02	1 057 02	16.560 »	1.380 »	46 »

Agents civils du commissariat et des comptables des colonies.

Tarif applicable à compter du 1^{er} octobre 1930.

GRADES	SOLDE budgétaire annuelle	RETENUE à déduire	SOLDE DE PRÉSENCE NETTE		
			par an	par mois	par jour
Agent principal :					
Après quatre ans de grade ou après trente-deux ans de services	45.497 87	2.729 87	42.768 »	3.564 »	118 80
Avant quatre ans de grade	40.021 28	2.401 28	37.620 »	3.135 »	104 50
Agent :					
Après douze ans de grade ou après huit ans de grade et trente ans de services	38.987 23	2.339 23	36.648 »	3.054 »	104 80
Après huit ans de grade ou après quatre ans de grade et vingt-cinq ans de services	35.502 13	2.130 13	33.372 »	2.781 »	92 70
Après quatre ans de grade ou après vingt-ans de services	31.978 72	1.918 72	30.060 »	2.505 »	83 50
Avant quatre ans de grade	28.991 49	1.739 49	27.252 »	2.271 »	75 70
Sous-agent :					
Après huit ans de grade et vingt ans de services	26.004 26	1.560 26	24.444 »	2.037 »	67 90
Après huit ans de grade ou après quatre ans de grade et quinze ans de services	23.017 02	1.381 02	21.636 »	1.803 »	60 10
Après quatre ans de grade ou après dix ans de services	21.485 11	1.289 11	20.196 »	1.683 »	56 10
Avant quatre ans de grade	19.493 62	1.169 62	18.324 »	1.527 »	50 90

Armuriers provenant de la marine.

Tarif applicable du 1^{er} juillet 1929 au 31 mars 1930.

GRADES	SOLDE budgétaire annuelle	RETENUE à déduire	SOLDE DE PRÉSENCE NETTE		
			par an	par mois	par jour
Adjudant-chef armurier :					
Après vingt-cinq ans de services	13.035 11	809 11	12.276 »	1.023 »	34 10
Après vingt ans de services	12.663 83	783 83	11.880 »	990 »	33 »
Après quinze ans de services	12.280 86	760 86	11.520 »	960 »	32 »

Tarif applicable du 1^{er} avril 1930 au 30 septembre 1930.

GRADES	SOLDE budgétaire annuelle	RETENUE à déduire	SOLDE DE PRÉSENCE NETTE		
			par an	par mois	par jour
Adjudant-chef armurier :					
Après vingt-cinq ans de services	13.582 98	838 98	12.744 »	1.062 »	35 10
Après vingt ans de services	13.161 70	813 70	12.348 »	1.029 »	34 30
Après quinze ans de services	12.778 73	790 73	11.988 »	999 »	33 30

Tarif applicable à compter du 1^{er} octobre 1930.

GRADES	SOLDE budgétaire annuelle	RETENUE à déduire	SOLDE DE PRÉSENCE NETTE		
			par an	par mois	par jour
Adjudant-chef armurier :					
Après vingt-cinq ans de services	15.153 19	933 19	14.220 »	1.185 »	39 50
Après vingt ans de services	14.655 31	903 31	13.752 »	1.146 »	38 20
Après quinze ans de services	14.157 45	873 45	13.284 »	1.107 »	36 90

DÉCRET étendant aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies l'application des articles 197 à 202 de la loi de finances du 16 avril 1930.

(Du 27 juillet 1930.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,
Sur le rapport du Ministre des Colonies;
Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;
Vu la loi du 16 avril 1930, portant fixation du budget général pour l'exercice 1930-1931, et notamment ses articles 197 à 202,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. — Les articles 197, 198, 199, 200 201 et 202 de la loi de finances du 16 avril 1930, portant fixation du budget général pour l'exercice 1930-1931, sont rendus applicables aux colonies, pays de protectorat et territoires placés sous mandat relevant du ministère des colonies.

Art. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Rambouillet, le 27 juillet 1930.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le Ministre des colonies,
FRANÇOIS PIÉTRI.

LOI portant fixation du budget général pour l'exercice 1930-1931.

Art. 197. — Il est institué, pour tout titulaire de la carte du combattant, à l'âge de 55 ans, une allocation de 1.200 fr. cumulable, sans aucune restriction, avec la retraite qu'il aura pu s'assurer par ses versements personnels, en application notamment de la loi du 4 août 1923 sur les mutuelles-retraites et avec la ou les pensions qu'il pourrait toucher à un titre quelconque.

Cette allocation annuelle est accordée en témoignage de la reconnaissance nationale.

Art. 198. — De 50 à 55 ans, le chiffre de l'allocation est fixé à 500 fr.

Art. 199. — L'allocation du combattant est incessible et insaisissable. Elle ne peut en aucun cas entrer en ligne de compte pour le calcul des sommes passibles des impôts cédulaires et de l'impôt général sur le revenu.

Art. 200. — Un décret, pris en la forme des règlements d'administration publique, réglera les conditions d'application des articles 197 à 199 dans un délai maximum de six mois à dater de la promulgation de la présente loi.

Art. 201. — Un décret pris en la forme des règlements d'administration publique fixera les conditions auxquelles sera subordonné de droit à l'allocation prévu par les articles 197 et 198 pour les citoyens français qui, n'ayant pas servi dans l'armée française, sont ou seront titulaires de la carte du combattant.

Art. 202. — Un décret pris en la forme des règlements d'administration publique fixera les taux de la même allocation en ce qui concerne les indigènes.

DÉCRET rendant applicable aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies la loi du 4 janvier 1930 modifiant l'article 295 du code civil (époux divorcés).

(Du 27 juillet 1930.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Sur la proposition du Ministre des colonies et du garde des sceaux, Ministre de la justice,

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu la loi du 4 janvier 1930 modifiant l'article 295 du code civil (époux divorcés);

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. — Est déclarée applicable aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies, la loi du 4 janvier 1930 modifiant l'article 295 du code civil (époux divorcés);

Art. 2. — Le Ministre des colonies et le garde des sceaux, Ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française ainsi qu'au *Journal officiel* des possessions et territoires susmentionnés et inséré au *Bulletin officiel* du Ministère des colonies.

Fait à Rambouillet, le 27 juillet 1930.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le Ministre des colonies,
FRANÇOIS PIÉTRI.

Le Garde des sceaux,
Ministre de la justice,
RAOUL PÉRET.

DÉCRET étendant aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies les dispositions du décret du 1^{er} juillet 1922 relatif aux appellations d'origine.

(Du 13 août 1930.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre des colonies,

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 1^{er} juillet 1922, rendant applicables les dispositions de l'article 12 de la loi du 6 mai 1919, relatif à la protection des appellations d'origine, aux vins et vins de liqueur achetés ou vendus sous une appellation d'origine portugaise,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. — Le décret du 1^{er} juillet 1922, rendant applicables les dispositions de l'article 12 de la loi du 6 mai 1919, relative à la protection des appellations d'origine, aux vins et vins de liqueur achetés ou vendus sous une appellation d'origine portugaise, est rendu applicable aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies.

Art. 2. — Le Ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du Ministère des colonies.

Fait à Rambouillet, le 13 août 1930.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le Ministre des colonies,
FRANÇOIS PIÉTRI.

DÉCRET relatif à des frais de transport et de déplacement.

(Du 24 août 1930).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 9 de la loi de finances du 18 octobre 1919;

Vu la loi du 29 décembre 1929, portant ouverture de crédits pour le relèvement du taux des indemnités pour frais de missions et de tournées allouées aux personnels de l'État;

Vu le décret du 3 juillet 1897 sur les déplacements du personnel colonial et tous actes modificatifs, notamment les décrets du 3 mai 1916, du 5 janvier 1917, du 9 octobre 1925 et du 23 décembre 1926,

DÉCRETE :Article 1^{er}. — Les articles 1^{er} et 2 du décret du 23 décembre 1926 sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :Art. 1^{er}. — L'article 6 du décret du 9 octobre 1925 est modifié ainsi qu'il suit :

Pour l'attribution de l'indemnité journalière de route, les journées de déplacement se décomptent par périodes de vingt-quatre heures, depuis l'heure du départ de la gare ou de la résidence jusqu'à l'heure de retour à la gare ou à la résidence.

Aucune indemnité n'est due pour les absences, comportant ou

non le découcher, d'une durée égale ou inférieure à sept heures. De même, en fin de déplacement, l'excédent est négligé s'il est égal ou inférieur à sept heures. S'il est supérieur à sept heures, il donne droit à une indemnité suivant les distinctions et les tarifs prévus par le présent décret.

L'obligation de prendre un repas au dehors est établi par le fait que l'absence de la résidence excède sept heures.

L'obligation de prendre deux repas est établie par le fait que l'absence excède douze heures.

Il y a découcher quand le départ de la résidence a lieu avant minuit et la rentrée à la résidence après minuit.

L'indemnité afférente au découcher proprement dit est attribuée à l'exclusion de toute autre, quand la durée de la mission excède sept heures sans dépasser douze heures.

Si elle excède douze heures, il est alloué, outre l'indemnité de découcher proprement dite, l'indemnité afférente à un repas.

Enfin, lorsque la durée de l'absence excède dix-huit heures comportant ou non découcher, le déplacement donne droit à l'indemnité afférente à la journée entière.

Art. 2. — Les tableaux I et II annexés au décret du 9 octobre 1925 sont remplacés par les suivants :

I. — TARIFS DE L'INDEMNITÉ DE TRANSBORDEMENT DES BAGAGES.

CATÉGORIES	POUR LE FONCTIONNAIRE	POUR LA FAMILLE voyageant avec son chef ou isolément
Gouverneurs généraux et résidents supérieurs se rendant pour la première fois à leur poste.....	300	200
1 ^{re} catégorie A.....	100	50
1 ^{re} catégorie B.....	75	30
2 ^e catégorie.....	50	30
3 ^e catégorie.....	40	25
4 ^e catégorie.....	35	20
5 ^e et 6 ^e catégorie.....	25	15

II. — TABLEAU DES TARIFS DES FRAIS DE DÉPLACEMENTS.

CATÉGORIES DE FONCTIONNAIRES	JOURNÉE INCOMPLÈTE				JOURNÉE COMPLÈTE			FRAIS de transport
	Mission sans découcher		Mission avec découcher		comportant ou non le découcher mais dont la durée excède 18 h.	Pendant les 30 premiers jours	A partir du 31 ^e jour dans la même localité	Classe à laquelle l'agent a droit suivant son grade
	obligeant à prendre un repas au dehors (absence excédant 7 h., mais ne dépassant pas 12 h.)	obligeant à prendre deux repas en dehors (absence excédant 12 h. mais ne dépassant pas 18 h.)	comportant une absence excédant 7 h. mais ne dépassant pas 12 h.	comportant une absence excédant 12 h. mais ne dépassant pas 18 h.				
	1	2	3	4	5	6	7	8
	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	
GROUPE I								
1 ^{re} catégorie A.....	25 »	50 »	30 »	55 »	80 »	80 »	70 »	1 ^{re} classe.
GROUPE II								
1 ^{re} catégorie B.....	21 50	43 »	25 »	46 50	68 »	68 »	60 »	1 ^{re} classe.
GROUPE III								
2 ^e catégorie.....	17 50	35 »	20 »	37 50	55 »	55 »	43 »	2 ^e classe.
GROUPE IV								
3 ^e , 4 ^e , 5 ^e et 6 ^e catégorie.....	12 50	25 »	15 »	27 50	40 »	40 »	33 »	3 ^e classe.

Art. 2. — Le remboursement des frais réels de transport par chemins de fer, par bateaux, ou par voitures est effectué au prix du tarif des compagnies dans la classe afférente au grade de chaque agent, ainsi qu'il est indiqué au tableau inséré à l'article 2 du présent décret.

Si la durée du déplacement permet l'utilisation d'un billet d'aller et retour, le fonctionnaire ou agent n'a droit qu'au remboursement du prix de ce billet.

En outre, les fonctionnaires titulaires de cartes ou permis de circulation, ou jouissant à titre personnel de réduction de tarif n'ont pas droit au remboursement de frais de transport pour la partie correspondant à l'exonération dont ils bénéficient.

Les voitures particulières ne doivent être utilisées qu'à défaut de voitures publiques ou de tout autre moyen de transport plus économique, à moins qu'un cas d'urgence dûment justifié en impose l'emploi.

Le remboursement des frais de transport est effectué, dans ce cas, sur état certifié des dépenses réelles et nécessaires faites directement en vue de l'accomplissement de la mission.

Les frais de voitures, d'omnibus, de tramways ou de métropolitain pour circulation en ville restent, dans tous les cas, à la charge des intéressés.

Art. 3. — Le Ministre des colonies et le Ministre du budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du Ministère des colo-

nie, et qui aura son effet pour compter du 1^{er} juillet 1929.

Fait à Rambouillet, le 24 août 1930.

GASTON DOUMERGUE.

le Président de la République :

Le Ministre des colonies,

FRANÇOIS PIÉTRI.

Le Ministre des budgets,
GERMAIN-MARTIN.

DÉCRET fixant le taux des indemnités de déplacement alloué au personnel militaire en service aux colonies.

(Du 27 août 1930.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 21 septembre 1926, portant fixation du tarif des indemnités journalières de déplacement du personnel militaire aux colonies;

Vu la loi du 29 décembre 1929, portant ouverture de crédits supplémentaires sur l'exercice 1929;

Vu la loi du 16 avril 1930, portant fixation du budget général de l'exercice 1930-1931;

Vu l'article 9 de la loi de finances du 18 octobre 1919;

Sur le rapport des Ministres des colonies, de la guerre et du budget,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Le tarif inséré à l'article 1^{er} du décret du 21 septembre 1926 est abrogé et remplacé par le tarif ci-après :

GRADES	INDEMNITÉ PARTIELLE			INDEMNITÉ JOURNALIÈRE							
	DE REPAS		de coucher	SANS LOGEMENT				AVEC LOGEMENT			
	Chef de famille	Célibataire	Chef de famille et célibataire	normale		réduite		normale		réduite	
				Chef de famille	Célibataire	Chef de famille	Célibataire	Chef de famille	Célibataire	Chef de famille	Célibataire
Général et assimilé...	25 »	25 »	35 »	85 »	85 »	75 »	75 »	60 »	60 »	50 »	50 »
Colonel, lieutenant-colonel et assimilé...	23 »	18 »	29 »	75 »	65 »	65 »	55 »	50 »	40 »	40 »	30 »
Chef de bataillon et assimilé...	22 »	17 »	26 »	70 »	60 »	60 »	50 »	46 »	37 »	37 »	28 »
Capitaine et assimilé...	20 »	15 »	22 »	62 »	52 »	52 »	44 »	42 »	33 »	33 »	25 »
Lieutenant et sous-lieutenant et assimilé...	18 »	12 50	20 »	56 »	45 »	45 »	37 »	36 »	28 »	28 »	22 »
Adjudant-chef et Adjudant et assimilé...	15 »	11 »	17 »	47 »	39 »	39 »	32 »	30 »	23 »	23 »	18 »
Sous-officiers et militaires de gendarmerie autres qu'adjudants-chefs, adjudants et assimilés...	12 50	10 »	14 »	39 »	34 »	34 »	27 »	26 »	22 »	22 »	18 »
Caporal, brigadier, soldat...	10 »	10 »	8 »	28 »	23 »	23 »	23 »	21 »	21 »	17 »	17 »
Membres civils non fonctionnaires des commissions (1).....	22 »		26 »	70 »		60 »		46 »		37 »	

(1) Par vacation de trois heures dans la localité de résidence : 30 fr. — Par heure supplémentaire : 40 fr.

Art. 2. — Les Ministres des colonies, de la guerre, du budget et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret, qui aura effet à compter du 1^{er} juillet 1929, et qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du Ministère des colonies.

Fait à Rambouillet, le 27 août 1930.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le Ministre des colonies,

FRANÇOIS PIÉTRI.

Le Ministre de la guerre,

ANDRÉ MAGINOT.

Le Ministre du budget,

GERMAIN-MARTIN.

DÉCRET fixant les taux de l'indemnité d'absence temporaire et des indemnités de déplacement allouées au personnel militaire en service aux colonies.

(Du 27 août 1930.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 29 décembre 1903, portant règlement sur la solde et les accessoires de solde des troupes coloniales et métropolitaines à la charge du département des colonies, ainsi que les divers actes qui l'ont modifié, notamment les décrets du 1^{er} octobre 1919, du 10 mai 1922 et du 21 septembre 1926;

Vu le décret du 11 octobre 1919 portant attribution d'une indemnité d'absence temporaire aux militaires de la gendarmerie coloniale;

Vu la loi du 29 décembre 1929 portant ouverture d'un crédit sur l'exercice 1929 en vue du rajustement des traitements et des soldes et du relèvement des indemnités pour frais de mission et de tournée des personnels civils et militaires de l'État;

Vu la loi du 16 avril 1930 portant fixation du budget général de l'exercice 1930-1931;

Vu l'article 9 de la loi de finances du 18 octobre 1919;

Sur le rapport des ministres des colonies, de la guerre et du budget,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Le tarif n° 8 (Indemnité d'absence temporaire) annexé au décret du 29 décembre 1903 est modifié comme suit :

TARIF N° 8. — INDEMNITÉ D'ABSENCE TEMPORAIRE (1).

(Art. 15, position I.)

GRADES	TAUX DE L'INDEMNITÉ POUR		OBSERVATIONS
	Chef de famille	Célibataire	
Officiers de tous grades	27 »	17 50	Dans le cas où le logement n'est pas fourni, il peut être alloué sur décision spéciale du Gouverneur général ou du Gouverneur de la colonie principale un supplément d'indemnité fixé à 9 fr. par jour pour les officiers et à 6 fr. pour les sous-officiers et assimilés. Il sera rendu compte au Ministre des colonies des décisions de cette nature.
Sous-officiers à solde mensuelle et militaires non officiers de la gendarmerie coloniale.....	19 »	9 50	

(Le reste sans changement).

Art. 2. — Les ministres des colonies, de la guerre, du budget et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui aura effet à compter du 1^{er} juillet 1929 et qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du Ministère des colonies.

Fait à Rambouillet le 27 août 1930.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le Ministre des colonies,

FRANÇOIS PIÉTRI.

Le Ministre de la guerre,

ANDRÉ MAGINOT.

Le Ministre du Budget,

GERMAIN-MARTIN.

DÉCRET fixant les soldes du personnel de l'inspection des colonies.

(Du 11 septembre 1930.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport des Ministres des colonies et du budget :

Vu la loi du 29 décembre 1929 et la loi du 16 avril 1930 portant fixation du budget général de l'exercice 1930-1931;

Vu les articles 54 de la loi de finances du 25 février 1901, 80 de la loi du 31 mars 1903 et 19 de la loi du 31 décembre 1917.

Vu le décret du 14 décembre 1923 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires du personnel de l'inspection des colonies, modifié en dernier lieu le 21 août 1929,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Les tarifs I (A), I (B), I (C), annexés au décret du 21 août 1929, relatifs aux soldes d'activité, de non-activité, de disponibilité, des fonctionnaires du corps de l'inspection des colonies, sont annulés et remplacés par les tarifs joints au présent décret.

Art. 2. — Le Ministre des colonies et le Ministre du budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Rambouillet, le 11 septembre 1930.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le Ministre des colonies,

FRANÇOIS PIÉTRI.

Le Ministre du budget,

GERMAIN-MARTIN.

TABLEAU I (A)
Solde de présence (activité).
 (applicable du 1^{er} juillet 1929 au 30 septembre 1930).

GRADES	SOLDE budgétaire	RETENUE à déduire	SOLDE NETTE		
			par an	par mois	par jour
Inspecteur général de 1 ^{re} classe :					
2 ^e échelon (a).....	109 991 49	6 599 49	103 392 »	8 616 »	287 20
1 ^{er} échelon.....	99 995 74	5 999 74	93 996 »	7 833 »	261 10
Inspecteur général de 2 ^e classe.....	67 021 27	4 021 27	63 000 »	5 250 »	175 »
Inspecteur de 1 ^{re} classe.....	55 991 49	3 359 49	52 632 »	4 386 »	146 20
Inspecteur de 2 ^e classe.....	45 497 87	2 729 87	42 768 »	3 564 »	118 80
Inspecteur de 3 ^e classe :					
Après 4 ans de grade ou après 32 ans de services....	40 595 74	2 435 74	38 160 »	3 180 »	106 »
Avant 4 ans de grade.....	36 000 »	2 160 »	33 840 »	2 820 »	94 »

(a) Le Ministre des colonies arrête annuellement la liste des inspecteurs généraux de 1^{re} classe ayant droit à la solde du 2^e échelon dans la limite de la moitié de l'effectif, ces inspecteurs étant pris dans l'ordre d'ancienneté.

TABLEAU I (A)
Solde de présence (activité).
 (applicable à compter du 1^{er} octobre 1930).

GRADES	SOLDE budgétaire	RETENUE à déduire	SOLDE DE PRÉSENCE NETTE		
			par an	par mois	par jour
Inspecteur général de 1 ^{re} classe :					
2 ^e échelon (a).....	125 004 26	7 500 26	117 504 »	9 792 »	326 40
1 ^{er} échelon.....	112 480 85	6 748 85	105 732 »	8 811 »	293 70
Inspecteur général de 2 ^e classe ;					
2 ^e échelon.....	80 004 26	4 800 26	75 204 »	6 267 »	208 90
1 ^{er} échelon.....	76 021 28	4 561 28	71 460 »	5 955 »	198 50
Inspecteur de 1 ^{re} classe.....	64 991 49	3 899 49	61 092 »	5 091 »	169 70
Inspecteur de 2 ^e classe.....	51 510 63	3 090 63	48 420 »	4 035 »	134 50
Inspecteur de 3 ^e classe :					
Après 4 ans de grade ou après 32 ans de services....	45 497 87	2 729 87	42 768 »	3 564 »	118 80
Avant 4 ans de grade.....	40 021 28	2 401 28	37 620 »	3 135 »	104 50

(a) Le Ministre des colonies arrête annuellement la liste des inspecteurs généraux ayant droit à la solde du deuxième échelon, dans la limite de la moitié de l'effectif pour les inspecteurs généraux de 1^{re} classe, du quart de l'effectif pour les inspecteurs généraux de 2^e classe, ces inspecteurs étant pris dans l'ordre d'ancienneté.

TABLEAU I (B)
Solde de non-activité.
 (applicable du 1^{er} juillet 1929 au 30 septembre 1930).

GRADES	FONCTIONNAIRES SORTIS DE L'ACTIVITÉ par suite de licenciement de corps, de suppression d'emplois; retrait de captivité à l'ennemi ou d'infirmités temporaires					OFFICIERS SORTIS DE L'ACTIVITÉ par retrait ou suspension d'emploi				
	Solde budgétaire	Retenue à déduire	Solde nette			Solde budgétaire	Retenue à déduire	Solde nette		
			par an	par mois	par jour			par an	par mois	par jour
Inspecteur général de 1 ^{re} classe :										
2 ^e échelon.....	55 001 49	6 599 49	48 402 »	4 033 50	134 43	44 003 49	6 599 49	37 404 »	3 117 »	103 90
1 ^{er} échelon.....	49 991 74	5 999 74	43 992 »	3 666 »	122 20	40 001 74	5 999 74	34 002 »	2 833 50	94 45
Inspecteur général de 2 ^e classe.....	33 505 27	4 021 27	29 484 »	2 457 »	81 90	26 809 27	4 021 27	22 788 »	1 899 »	63 30
Inspecteur de 1 ^{re} classe.....	28 001 49	3 359 49	24 642 »	2 053 50	68 45	22 403 49	3 359 49	19 044 »	1 587 »	52 90
Inspecteur de 2 ^e classe.....	22 745 87	2 729 87	20 016 »	1 668 »	55 60	18 209 87	2 729 87	15 480 »	1 290 »	43 »
Inspecteur de 3 ^e classe :										
Après 4 ans de grade ou 32 ans de services.....	22 291 74	2 435 74	19 856 »	1 655 »	49 60	16 241 74	2 435 74	13 805 »	1 150 50	38 35
Avant 4 ans de grade.....	18 000 »	2 160 »	15 840 »	1 320 »	44 »	14 400 »	2 160 »	12 240 »	1 020 »	34 »

TABLEAU I (B)

Solde de non-activité.

(applicable à compter du 1^{er} octobre 1930).

GRADES	FONCTIONNAIRES SORTIS DE L'ACTIVITÉ par suite de licenciement de corps, de suppression d'emplois, reentrée de captivité à l'ennemi ou d'infirmités temporaires					OFFICIERS SORTIS DE L'ACTIVITÉ par retrait ou suspension d'emploi (1)				
	Solde budgétaire	Retenue à déduire	Solde nette			Solde budgétaire	Retenue à déduire	Solde nette		
			par an	par mois	par jour			par an	par mois	par jour
Inspecteur général de 1 ^{re} classe :										
2 ^e échelon	62 508 26	7 500 26	55 008 »	4 584 »	152 80	49 998 26	7 500 26	42 498 »	3 541 50	118 05
1 ^{er} échelon	56 248 85	6 748 85	49 500 »	4 125 »	137 50	44 998 85	6 748 85	38 250 »	3 187 50	106 25
Inspecteur général de 2 ^e classe :										
2 ^e échelon	40 008 26	4 800 26	35 208 »	2 934 »	97 80	31 998 26	4 800 26	27 198 »	2 266 50	75 55
1 ^{er} échelon	38 005 28	4 561 28	33 444 »	2 787 »	92 90	30 409 28	4 561 28	25 848 »	2 154 »	71 80
Inspecteur de 1 ^{re} classe	32 501 49	3 899 49	28 602 »	2 383 50	79 43	28 003 49	3 899 49	24 104 »	1 912 »	61 40
Inspecteur de 2 ^e classe	25 752 63	3 090 63	22 662 »	1 888 50	62 95	20 604 63	3 090 63	17 514 »	1 459 50	48 65
Inspecteur de 3 ^e classe :										
Après 4 ans de grade ou 32 ans de services	22 745 87	2 729 87	20 016 »	1 668 »	55 60	18 191 87	2 729 87	15 462 »	1 288 50	42 95
Avant 4 ans de grade	20 005 28	2 401 28	17 604 »	1 467 »	48 90	16 009 28	2 401 28	13 608 »	1 134 »	37 80

(1) Les fonctionnaires pour lesquels il est prévu une solde progressive ont droit à cette solde d'après leur ancienneté au moment où ils sont sortis de l'activité sans que l'ancienneté ultérieure dans la position de disponibilité puisse leur ouvrir des droits à une solde de non-activité supérieure.

TABLEAU I (C)

Solde de disponibilité.

1^o Applicable du 1^{er} juillet 1929 au 30 septembre 1930 :

- a) Pendant les six premiers mois. — Même solde que la solde d'activité.
b) Après les six premiers mois :

GRADES	SOLDE budgétaire	RETENUE à déduire	SOLDE NETTE		
			par an	par mois	par jour
Inspecteur général de 1 ^{re} classe :					
2 ^e échelon	55 001 49	6 599 49	48 402 »	4 033 50	131 45
1 ^{er} échelon	49 991 74	5 999 74	43 992 »	3 666 »	122 20
Inspecteur général de 2 ^e classe	33 505 27	4 021 27	29 484 »	2 457 »	81 90

2^o Applicable à compter du 1^{er} octobre 1930 :

- a) Pendant les six premiers mois — Même solde que la solde d'activité.
b) Après les six premiers mois.

GRADES	SOLDE budgétaire	RETENUE à déduire	SOLDE NETTE		
			par an	par mois	par jour
Inspecteur général de 1 ^{re} classe :					
2 ^e échelon	62 508 26	7 500 26	55 008 »	4 584 »	152 80
1 ^{er} échelon	56 248 85	6 748 85	49 500 »	4 125 »	137 50
Inspecteur général de 2 ^e classe :					
2 ^e échelon	40 008 26	4 800 26	35 208 »	2 934 »	97 80
1 ^{er} échelon	38 005 28	4 561 28	33 444 »	2 787 »	92 90

Le Ministre des colonies arrête annuellement la liste des inspecteurs généraux ayant droit à la solde du deuxième échelon, dans la limite de la moitié de l'effectif pour les inspecteurs généraux de 1^{re} classe, du quart de l'effectif pour les inspecteurs généraux de 2^e classe, ces inspecteurs étant pris dans l'ordre d'ancienneté.

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

DÉCISION n° 625 S. G., relative aux indemnités représentatives des vires des Immigrants annamites.

(Du 16 octobre 1930)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la colonie;

Vu le décret du 24 février 1920, réglementant l'Immigration en Océanie;

Vu l'arrêté n° 209 du 28 mars 1930, fixant et unifiant le régime alimentaire des travailleurs indo-chinois dans la Colonie.

Sur la proposition du Secrétaire Général du Gouvernement,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — L'indemnité représentative de vivres journalière est fixée à 6 fr. 60, lorsqu'il y aura lieu à retenue pour les Immigrants ou lorsque, exceptionnellement, l'autorisation de ne pas délivrer les vivres en nature, aura été accordée.

Art. 2. — La fourniture du lait condensé, dû aux enfants en bas âge, légitimes ou reconnus, en conformité de l'arrêté n° 209 du 28 mars 1930, dans le cas où le père et la mère n'ont pas les mêmes employeurs, est assurée de moitié par ceux-ci.

Art. 3. — Le Secrétaire Général du Gouvernement est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Papeete, le 16 octobre 1930.

JOE.

ARRÊTÉ n° 626 S. G. fixant l'encaisse des agents et sous-agents spéciaux et le tarif de l'indemnité de responsabilité.

(Du 17 octobre 1930).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie;

Vu le décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies, notamment l'article 151 modifié par le décret du 13 août 1925;

Vu l'arrêté du 28 août 1913, article 8 à 11, approuvé par dépêche ministérielle du 30 juin 1914;

Vu l'arrêté du 14 août 1913 et les textes modificatifs subséquents;

Vu le rapport n° 855 du 18 septembre 1930 du Trésorier-Payeur;

Sur la proposition du Secrétaire Général,

Le Conseil d'Administration entendu dans sa séance du 17 octobre 1930,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — L'arrêté du 14 août 1913, fixant l'encaisse des Agents Spéciaux et le tarif de l'indemnité de responsabilité, ainsi que les textes modificatifs subséquents seront abrogés le 1^{er} janvier 1931.

Art. 2. — L'encaisse maximum de chaque agent ou sous-agent spécial est fixée conformément au tableau ci-dessous :

Agence ou sous agence spéciale

Encaisse

Iles-Sous-le-Vent ...	Raiatea-Tahaa.....	100.000 »
	Huahine.....	15.000 »
	Boraï ora-Maupiti.....	15.000 »
Marquises.....	Atuona.....	50.000 »
	Taiohae.....	50.000 »
Taravao.....		50.000 »
Tuamotu.....		45.000 »
Gambier.....		25.000 »
Makatea.....		20.000 »
Moorea.....		20.000 »
Rurutu-Rimatara.....		15.000 »
Tubuai-Raiavavae.....		15.000 »
Rapa.....		3.000 »

Art. 3. — L'indemnité annuelle de responsabilité, destinée à dédommager le fonctionnaire chargé d'une gestion de deniers de la responsabilité pécuniaire qui lui incombe, est égale au quarantième de l'encaisse ainsi fixée, soit 2 frs. 50 pour cent. Elle est exclusive de tout autre émolument proportionnel (remises etc...).

Art. 4. — Le Secrétaire Général et le Trésorier-Payeur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, applicable à compter du 1^{er} janvier 1931, qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 17 octobre 1930.

JOE.

ARRÊTÉ n° 627 G, organisant le Service de l'Ostréiculture et des pêches et fixant les attributions du Service.

(Du 17 octobre 1930).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents;

Le Conseil d'Administration entendu dans sa séance du 17 octobre 1930,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Il est créé dans les Etablissements français de l'Océanie un Service de l'Ostréiculture et des pêches dont les attributions sont les suivantes :

A. — Ostréiculture. — Recherches et expériences sur les meilleures conditions physiques et biologiques nécessaires au développement de l'huître perlière.

Etude des problèmes ayant trait à l'établissement de fermes d'ostréiculture perlière et au développement de cette industrie dans la Colonie.

B. — Pêches. — Etude de toutes questions intéressant la pêche des huîtres, le transport des nacres, et leur écoulement commercial.

Plan de campagne des pêches; secteurs à ouvrir, durée des saisons de plongée; modalités de plongée. — Conservation des fonds nacrés.

Relations avec les Administrateurs des archipels et avec le Service des Douanes. Centralisation de tous renseignements sur les lagons exploités ou à exploiter, sur les quantités de nacres et de pêches recueillies, transportées et exportées.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 17 octobre 1930.

JOE.

DÉCISION n° 629 S.G., autorisant le Comité-Directeur de la Caisse Agricole à accorder un prêt de 80.000 francs à MM. Millaud (Henri et Jean).

(Du 17 octobre 1930).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 20 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie ;

Vu l'arrêté du 24 octobre 1924 portant organisation de la Caisse Agricole et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la délibération du Comité-Directeur de cet Etablissement en date du 20 décembre 1929 ;

Sur la proposition du Secrétaire Général du Gouvernement ;

Le Conseil d'Administration entendu dans sa séance du 17 octobre 1930,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — Le Comité-Directeur de la Caisse Agricole est autorisé à consentir à MM. Millaud (Henri et Jean) un prêt de 80.000 francs plus les frais d'acte, en conformité des articles 13 et 14 de l'arrêté du 24 octobre 1924, pour leur permettre d'acquérir les droits de leurs mère, frère et sœurs sur la terre d'Atimaono d'une superficie de 20 hectares.

Art. 2. — Le Secrétaire Général du Gouvernement est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Papeete, le 17 octobre 1930.

JOYE.

ARRÊTÉ n° 631 D, autorisant la remise et modération de diverses cotes à recouvrer de l'exercice 1927, sur rôles émis dans les archipels.

(Du 17 octobre 1930).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu l'article 25, paragraphe 2, du décret du 28 décembre 1885, sur le Gouvernement de la Colonie ;

Vu l'arrêté du 27 mai 1874, ensemble les arrêtés du 16 février 1881, article 75, du 27 novembre 1912, la dépêche ministérielle, n° 65, du 27 février 1912, l'article 172 du décret financier du 30 décembre 1912, modifié par le décret du 1^{er} décembre 1927 ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 1926, approuvant le Budget des Recettes et des Dépenses du Service Local, pour l'année 1927 ;

Vu la lettre de M. le Trésorier-Payeur, en date du 29 août 1930 ;
Sur la proposition de M. le Secrétaire Général et de M. le Chef du Service des Douanes et Contributions ;

Le Conseil d'Administration entendu dans sa séance du 17 octobre 1930,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Le Trésorier-Payeur est autorisé à faire emploi, dans ses écritures, de la remise et modération d'une somme globale de Deux cent soixante-seize mille sept cent treize francs quatre centimes, afférente à l'exercice 1927, soit :

Perception des archipels, restes à recouvrer, pris en charge, pour ordre dans sa comptabilité, Ex. 1927.	243.165 72
Restes à recouvrer sur taxe de 10 % par suite de prise en charge effectuée deux fois. Ex. 1927.....	33 547 32
Total	276 713 04

Art. 2. — Les ordonnances de remise et modération ainsi que l'arrêté seront mis à l'appui de sa comptabilité.

Art. 3. — Cet arrêté n'implique pas, pour les agents spéciaux, l'abandon de toute poursuite susceptible d'amener la libération des contribuables retardataires.

Art. 4. — Le Secrétaire Général du Gouvernement et le Chef du Service des Douanes et Contributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 17 octobre 1930.

JOYE.

ARRÊTÉ n° 632 D, autorisant la remise et modération de diverses cotes irrécouvrables, de la perception de Papeete, pour l'année 1927.

(Du 17 octobre 1930).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu l'article 25, paragraphe 2, du décret du 28 décembre 1885, sur le Gouvernement de la Colonie ;

Vu l'article 173 du décret financier du 30 décembre 1912 ;

Vu l'article 45 de l'arrêté du 16 février 1881 ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 1926, approuvant le Budget des Recettes et des Dépenses du Service Local pour l'année 1927 ;

Vu la lettre de M. le Trésorier-Payeur et l'état dressé par lui, joints au présents dossier ;

Sur la proposition de M. le Secrétaire Général et de M. le Chef du Service des Douanes et Contributions ;

Le Conseil d'Administration entendu dans sa séance du 17 octobre 1930,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Le Trésorier-Payeur est autorisé à faire emploi, dans ses écritures, de la remise et modération des cotes irrécouvrables, détaillées dans l'état établi par lui pour la perception de Papeete, exercice 1927, s'élevant à la somme totale de : Vingt-quatre mille neuf cent soixante-trois francs huit centimes, soit :

Perception de Papeete, cotes irrécouvrables, Ex. 1927.. 24.963 08

Art. 2. — L'ordonnance de remise et modération ainsi que l'arrêté seront mis à l'appui de sa comptabilité.

Art. 3. — Le Secrétaire Général du Gouvernement et le Chef du Service des Douanes et Contributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 17 octobre 1930.

JOYE.

ARRÊTÉ n° 633 D, autorisant pour les années 1927 et 1928, le dégrèvement d'une somme globale de cent quatre-vingt-six francs vingt centimes.

(Du 17 octobre 1930.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu l'article 25, paragraphe 2, du décret du 28 décembre 1885, sur le Gouvernement de la Colonie ;

Vu les articles 172 et 173 du décret financier du 30 décembre 1912 ;

Vu les arrêtés des 14 décembre 1926 et 24 décembre 1927, approuvant le Budget des Recettes et des Dépenses du Service Local pour 1927 et 1928 ;

Vu les demandes et les pièces jointes au présent rapport ;

Sur la proposition de M. le Chef du Service des Douanes et Contributions ;

Le Conseil d'Administration entendu dans sa séance du 17 octobre 1930,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Le Trésorier-Payeur est autorisé à faire emploi dans ses écritures du dégrèvement de la somme de *Cent quatre-vingt-six francs vingt centimes*, en faveur des contribuables désignés ci-après savoir :

M. Pierre, Désiré, Strafford Martin, dit Paul Martin.

Prestation rurale,	Exercice 1927.....	84 10
Frais de poursuites	—	48 »

M. Teehu-a Teehu.

Prestation rurale,	Exercice 1928.....	84 10
Total		<u>186 20</u>

Art. 2. — Les ordonnances et l'arrêté seront mis à l'appui de sa comptabilité.

Art. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué pour exécution et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 17 octobre 1930.

JORE.

ARRÊTÉ n° 634 D, autorisant pour l'année 1930, le dégrèvement d'une somme globale de *Quatre cent quatre-vingt-dix francs vingt centimes*.

(Du 17 octobre 1930.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu l'article 25, paragraphe 2, du décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie ;

Vu les articles 172 et 173 du décret financier du 30 décembre 1912 ;

Vu l'arrêté du 11 décembre 1929, approuvant le Budget des Recettes et des Dépenses du Service Local, pour l'année 1930 ;

Vu les demandes et pièces jointes au présent rapport ;

Sur la proposition du Chef du Service des Douanes et Contributions ;

Le Conseil d'Administration entendu dans sa séance du 17 octobre 1930,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Le Trésorier-Payeur est autorisé à faire emploi dans ses écritures, du dégrèvement de la somme de *Quatre cent quatre-vingt-dix francs vingt centimes*, en faveur des contribuables désignés ci-après, savoir :

MM. Hennebuisse Gustave, (de Faaa), prestation rurale, Exercice 1930	126 »
Lo Yi Yock, n° 3404, (de Faaa), taxe sur 4 voitures.....	80 »
Matau a Temauri, (d'Arue), prestation rurale...	126 »
Temauriarii a Pihatarioe (d'Arue) taxe sur 4 voitures	40 10
Daniel Otahiera Tunoa (de Mahina), prestation rurale	126 10
Total	<u>498 20</u>

Art. 2. — Les ordonnances de dégrèvement et l'arrêté seront mis à l'appui de sa comptabilité.

Art. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué pour exécution et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 17 octobre 1930.

JORE.

DÉCISION n° 647 C, désignant de Papeete à Nouméa M. le Médecin-capitaine hors cadres Pujol des Troupes coloniales en qualité de Médecin convoyeur et de Commissaire du Gouvernement d'un contingent d'indochinois rapatriables sur s/s "Andromède" des Messageries Maritimes.

(Du 22 octobre 1930.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 24 février 1920 réglementant l'Immigration dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Vu l'absence de médecin à bord du s/s "Andromède" sur lequel doit embarquer un contingent d'indochinois rapatriables ;

Vu l'avis du Médecin-colonel, Chef du Service de Santé ;

Sur la proposition du Secrétaire Général p. i. du Gouvernement, Commissaire de l'Immigration,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — M. le Médecin-capitaine H. C. Pujol des Troupes coloniales, est désigné pour embarquer, de Papeete à Nouméa, sur le s/s "Andromède" du Service contractuel des Messageries Maritimes devant quitter Papeete le 24 octobre 1930, en qualité de Médecin convoyeur d'un contingent d'indochinois rapatriables.

A l'expiration de sa mission il ralliera Papeete par première occasion.

Art. 2. — La solde et émoluments divers revenant à l'intéressé au cours de sa mission seront avancés par le Service local à charge de remboursement ultérieur par le Service contractuel des Messageries Maritimes sur production de toutes pièces justificatives.

Art. 3. — M. le Médecin-capitaine H. C. Pujol remplira, en outre, pendant la durée de sa mission, les fonctions de Commissaire du Gouvernement prévues par l'article 11 du décret du 24 février 1920 susvisé.

Art. 4. — Le Secrétaire Général p. i. Commissaire de l'Immigration et le Médecin-colonel, Chef du Service de Santé, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 22 octobre 1930.

JORE.

ARRÊTÉ n° 649 C, déléguant à l'Administrateur de l'Archipel des Tuamotu certains pouvoirs en matière de personnel.

(Du 22 octobre 1930.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Considérant qu'en raison de l'irrégularité et des difficultés des communications tant interinsulaires dans l'Archipel des Tuamotu

que de cet Archipel au chef lieu de la Colonie. il convient en vue d'assurer la bonne marche et la continuité du service, de déléguer à l'Administrateur dudit Archipel, certains pouvoirs en matière de personnel.

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — L'Administrateur de l'Archipel des Tuamotu est autorisé à accepter éventuellement les démissions et à procéder, dans les mêmes conditions, aux nominations destinées à combler les vacances ainsi produites, parmi le personnel subalterne de sa circonscription n'appartenant pas à des cadres régulièrement constitués et affecté limitativement aux emplois suivants : agents de police, moniteurs et monitrices, secrétaires d'Etat-Civil, gardiens de phares, et chargés de la poste.

Ces nominations ne pourront, être effectuées qu'à l'échelon d'allocation mensuelle le plus bas.

Art. 2. — Ces démissions et ces remplacements ne deviendront définitivement exécutoires qu'après approbation du Chef de la Colonie.

A cet effet, chaque cas particulier devra faire l'objet d'une décision de l'Administrateur appuyée d'un rapport circonstancié et éventuellement de tous documents nécessaires. Les dossiers ainsi constitués devront être adressés au Gouverneur par premier courrier.

Art. 3. — Le Secrétaire Général et l'Administrateur de l'Archipel des Tuamotu sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 22 octobre 1930.

JORE.

DÉCISION n° 655 C, instituant une session spéciale d'examen pour le Brevet élémentaire.

(Du 25 octobre 1930.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté local du 1^{er} août 1914 réorganisant le service de l'Instruction publique ;

Vu l'arrêté local du 6 mai 1930 relatif à la réglementation des examens ;

Sur la proposition du Chef du Service de l'Enseignement,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — Une session spéciale pour l'examen des candidats au Brevet élémentaire métropolitain s'ouvrira à Papeete le 1^{er} décembre 1930 à 7 heures à l'Ecole Centrale.

Art. 2. — La nature des épreuves, leur durée, leur notation ainsi que le choix des sujets seront conformes aux règlements métropolitains.

Art. 3. — Les demandes d'inscription, écrites et signées par les candidats, devront parvenir au Service de l'Instruction publique avant le 21 novembre 1930 accompagnées de l'acte de naissance des candidats. Nul n'est admis à se présenter s'il n'a atteint l'âge de quinze ans au 1^{er} janvier 1930. Il n'est pas accordé de dispense d'âge.

Art. 4. — Le Chef du Service de l'Enseignement est chargé de

l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 25 octobre 1930.

JORE.

DÉCISION n° 657 C, concernant l'organisation de la Fête Nationale de la Victoire du 11 novembre 1930.

(Du 29 octobre 1930.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la loi du 24 octobre 1922 fixant au 11 novembre la Commémoration de la Victoire et de la Paix.

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — A l'occasion de la fête Nationale de l'Armistice le mardi 11 novembre 1930, les bureaux, ateliers, chantiers et établissements scolaires seront fermés toute la journée du lundi 10 novembre.

Les édifices publics et les navires mouillés dans le Port de Papeete seront pavoisés le 11 novembre 1930 du lever au coucher du soleil.

La cérémonie du salut au drapeau aura lieu le même jour à 8 heures du matin dans le parc du Gouvernement.

A l'issue de cette cérémonie, le Gouverneur accompagné du Conseil d'Administration se rendra au monument aux morts pour y déposer une gerbe de fleurs au nom de la Colonie.

Art. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 29 octobre 1930.

JORE.

ARRÊTÉ n° 661 S. G. constituant M. Liauzun (Jean, Henri), Trésorier Payeur des Etablissements français de l'Océanie, en débet pour une somme de 15.009 frs. 04.

(Du 30 octobre 1930.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le procès-verbal de vérification de caisse du 20 octobre 1930 dressé sur la demande de M. Liauzun, Trésorier-Payeur et constatant un débet de 15 009 frs. 04 dans l'encaisse de la Trésorerie des Etablissements français de l'Océanie ;

Vu le rapport n° 982 en date du 24 octobre 1930 du Trésorier-Payeur annonçant un manquant de 15.009 frs. 04 qu'il attribue à un vol ;

Vu les articles 407, 410 à 417 du décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies ;

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — M. Liauzun (Jean, Henri), Trésorier-Payeur des Etablissements français de l'Océanie, est constitué en débet pour une somme de quinze mille neuf francs quatre centimes (15.009 frs. 04).

Art. 2. — M. Liauzun (Jean, Henri) est tenu de couvrir immédiatement le Trésor de la somme manquante, les intérêts de droit.

prévus par l'article 413 du décret précité du 30 décembre 1912 prenant date à compter du 20 octobre 1930.

Art. 3. — Le Secrétaire Général du Gouvernement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 30 octobre 1930.

JORE.

ARRÊTÉ n° 663 S. G., autorisant le sieur *Thong Shui*, dit *Ah Yon*, n° 3006, à installer un atelier de forge à Papeete, Rue de Rivoli.

(Du 30 octobre 1930.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Vu le décret du 10 mai 1882 sur les établissements dangereux insalubres et incommodes à la Guadeloupe, rendu applicable à la Colonie par le décret du 21 juin 1887;

Vu la demande formulée par le sieur *Thong Shui*, dit *Ah Yon*, n° 3006, à l'effet d'installer un atelier de forge à Papeete, rue de Rivoli, sur la propriété de M. Bernière;

Vu les résultats de l'enquête de *commodo et incommodo* ouverte du 16 septembre au 15 octobre 1930;

Vu l'avis favorable du Comité d'hygiène;

Sur la proposition du Secrétaire Général du Gouvernement,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Le sieur *Thong Shui*, dit *Ah Yon*, n° 3006, est autorisé à installer à Papeete, Rue de Rivoli, un atelier de forge.

Art. 2. — Le Secrétaire Général du Gouvernement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 30 octobre 1930.

JORE.

EXEQUATUR

L'exequatur a été accordé, en date du 9 août 1930, par le Président de la République, à Monsieur *LODOVICO MANZINI*, Consul Général d'Italie dans les possessions françaises de la Polynésie, avec résidence à San-Francisco.

EXTRAITS

Actes du Gouvernement local.

Par ordre n° 5 du Commandant du Détachement approuvé par le Gouverneur le 16 octobre 1930, sous le n° 624 g., le gendarme *Amiel Louis*, en sous ordre au poste de *Raintea*, Brigade de Papeete, passe à la Brigade de *Makatea*, en remplacement du gendarme *Creux* qui rentre en France en congé pour affaires personnelles.

Cette mutation se fera par la prochaine occasion qui se présentera.

Par arrêté du Gouverneur, n° 635 j., en date du 17 octobre 1930, dispense de la production de son acte de naissance est accordée à M. *Romio*, né aux *Marquis*, vers 1815, à l'effet de contracter mariage avec la dame *Marie Agnès Faatiarau*.

Dispense de la production de son acte de naissance est accordée à la dame *Marie Agnès Faatiarau*, née vers 1913, à l'effet de contracter mariage avec M. *Romio*.

Par arrêté du Gouverneur, n° 636 j., en date du 17 octobre 1930, dispense de la production de son acte de naissance est accordée à M. *Guillaume Le Bronnec*, né à *Laniscat*, département des *Côtes-du-Nord*, le 28 janvier 1884, à l'effet de contracter mariage avec la demoiselle *Tahiapii*, *Madeleine Tupete*.

Par décision du Gouverneur, n° 643 s. g. en date du 21 octobre 1930, le mandatement de la somme de 18 000 frs. prévu au budget de l'année 1930, à titre de subvention à la Chambre d'Agriculture sera effectué dans les formes réglementaires.

La dépense est imputable au chapitre 10, article 5, paragraphe 5 du Budget de l'exercice en cours.

Par décision du Gouverneur, n° 644 s. g. en date du 22 octobre 1930, la décision n° 559 s. g., du 13 septembre 1930 est et demeure rapportée.

M. *Virieux* (Laurent) reste chargé d'assurer, sans rémunération, les fonctions d'Agent Spécial du Service local à San Francisco.

Par décision du Gouverneur, n° 648 s. g., en date du 22 octobre 1930, une commission dite de rapatriement des travailleurs annamites, est composée comme suit :

MM. le Secrétaire Général, Commissaire de l'Immigration ou son délégué, *Président*;

le Médecin Capitaine chargé du Service de l'Hygiène, *Membre*;

le Contrôleur de la Police, *Membre*;

le Lieutenant de Port, *Membre*;

Cette Commission se rendra à bord du vapeur "*Andromède*" attendu le 22 courant, pour vérifier le nombre et l'identité des Immigrants chinois rapatriés. Elle s'assurera de l'exécution du règlement sur l'Immigration, visitera les installations du bord prévues pour les travailleurs en vue de constater si elles satisfairont aux nécessités de l'Hygiène.

Par décision du Gouverneur, n° 650 c., en date du 23 octobre 1930, pour compter du 24 octobre 1930, les services actuellement confiés au Médecin-capitaine *Pujol* seront provisoirement assurés pour la durée de sa mission :

1^o Le Service d'Hygiène et de Prophylaxie par M. le Médecin-colonel *Guérard*, Chef du Service de Santé,

2^o Le Service de l'arraisonnement, du dispensaire et la visite des filles publiques par M. le Médecin hors classe du Service local *Cassiau*;

3^o Le Service du laboratoire de bactériologie par M. le Pharmacien contractuel *Liot*.

M. le Dr *Cassiau* et M. *Liot* percevront les indemnités prévues au Budget pour les fonctions ci-dessus désignées.

Par décision du Gouverneur, n° 653 c., en date du 25 octobre 1930, M. *Barbos* (Valentin) est nommé gardien de 4^e classe à la Prison de Papeete pour compter du 1^{er} novembre 1930 date à laquelle le gardien auxiliaire *Durand* (François) démissionnaire cessera ses fonctions.

Par décision du Gouverneur, n° 656 c., en date du 25 octobre 1930, M. *Marle* (William, Raymond) sera provisoirement employé au

Service des Douanes et Contributions en qualité de dactylographe du 24 octobre au 14 novembre 1930.

Par décision du Gouverneur, n° 658 s. g, en date du 29 octobre 1930, à titre exceptionnel, la Directrice et l'Adjoint de l'Ecole principale de Fakarava, autorisés à venir à Papeete pendant les dernières grandes vacances pour y suivre des cours d'infirmier, voyageront sur réquisition à l'aller et au retour.

Par décision du Gouverneur, n° 659 c, en date du 29 octobre 1930, sont désignées à titre provisoire en qualité d'auxiliaires et mises à la disposition du Secrétaire Général M^{mes} Assaud (Jeanne), Raoulx (Germaine), Thirel (Marguerite) et Miller (Clara).

M^{mes} Assaud, Raoulx, Thirel pour compter du 1^{er} octobre 1930, M^{me} Miller pour compter du 27 octobre 1930.

Par décision du Gouverneur, n° 662 c, en date du 30 octobre 1930, sont nommés membres de la Commission d'examen du Brevet élémentaire métropolitain pour la session du 1^{er} décembre 1930 à Papeete :

	Président ;
le Chef du Service de l'Enseignement,	
M. Salles, Directeur de l'Ecole Centrale,	Membre ;
M ^{me} Salles, Institutrice à l'Ecole Centrale,	—
M. Thomas, Instituteur à l'Ecole Centrale,	—
M ^{me} Manquillet, Institutrice à l'Ecole Centrale,	—
M. Ahnne, Directeur de l'Ecole française indigène des garçons,	—
M ^{me} Toscer, en religion sœur Anne-Marie, Institutrice à l'Ecole des Sœurs de St Joseph de Cluny,	—

les Membres de l'Enseignement ainsi désignés devront se trouver au siège de la Commission le jour et à l'heure fixés par la décision organisant l'examen.

Par décision du Gouverneur, n° 664 c, en date du 30 octobre 1930, M^{lle} Bérard (Georgia) est désignée à titre provisoire pour compter du 25 août 1930 en qualité d'auxiliaire et mise à la disposition de M. le Secrétaire Général.

Par décision du Gouverneur, n° 665 c, en date du 30 octobre 1930, les effets de la décision n° 197 du 22 mars 1930 concernant M^{me} Amaru (Germaine), dame employée du Service des Travaux Publics et M. Amaru (Marcel) auxiliaire au même Service sont prorogés pour une période de six mois à compter du 1^{er} septembre 1930.

Erratum au Journal officiel du 16 mai 1930, pages 205 et 206.

Arrêté n° 291 du 5 mai 1930 relatif à la publication des prix de vente des denrées et des boissons alimentaires.

AU LIEU DE :

Art. 6. — Les infractions au présent arrêté seront punies des peines prévues par les articles 474 et 482 du Code pénal ; l'article 483 sera applicable.

LIRE :

Art. 6. — Les infractions au présent arrêté seront punies des

peines prévues par les articles 479 et 482 du Code pénal ; l'article 483 sera applicable.

AVIS OFFICIELS

CIRCULAIRE

à Messieurs les Chefs de districts, Officiers de l'Etat civil des Etablissements français de l'Océanie.

Papeete, le 16 octobre 1930.

Le Procureur de la République a l'honneur de rappeler à Messieurs les Chefs de district, Officiers de l'Etat civil des Etablissements français de l'Océanie, les prescriptions de la circulaire Ministérielle, en date du 27 novembre 1897, publiée au *Journal officiel* de la Colonie, année 1898, page 46, en les priant instamment de vouloir bien s'y conformer.

Ces prescriptions sont ainsi conçues :

« Lorsqu'il aura été dressé, dans la Colonie, un acte donnant lieu à mention à inscrire, soit dans la Colonie, soit en France, ou dans une autre colonie, l'officier de l'état civil devra, dans les trois jours qui suivent la date de l'acte, adresser, en triple expédition, la formule de la mention au Parquet, qui la fera parvenir à destination, la première étant destinée à la circonscription d'état civil où l'acte primitif a été dressé, la seconde au greffe et la troisième au dépôt des papiers publics, à Paris. Lorsque la mention devra être faite dans la commune même où l'acte nouveau aura été dressé, deux expéditions suffiront. »

Le Procureur de la République,
DE MONTI ROSSI.

Vu et approuvé :

Le Gouverneur,
JORE.

AVIS

Il est rappelé au public que la construction sur le rivage maritime des wharfs et appontements par des particuliers est subordonnée à la délivrance préalable d'une autorisation administrative.

Les personnes qui possèdent déjà un wharf ou un appontement et qui n'auraient pas rempli cette formalité, sont priées de se mettre en règle le plus tôt possible.

Papeete le 29 octobre 1930,

Le Gouverneur :
JORE.

AVIS

Les personnes désireuses d'employer de la main-d'œuvre annamite sont avisées qu'elles pourraient recruter actuellement en Nouvelle-Calédonie et Nouvelles-Hébrides de nombreux travailleurs devenus disponibles.

Elles réaliseraient ainsi de notables économies sur les frais ordinaires de recrutement et de transport.

Le S/S "Andromède" des Messageries Maritimes, attendu à

Papeete vers le 1^{er} Décembre 1930 pourrait importer cette main-d'œuvre.

Pour tous renseignements s'adresser au Service de l'Immigration.

AVIS

Par suite du retard causé par l'organisation matérielle, les cours d'Enseignement Professionnel ne pourront commencer cette année que le 1^{er} novembre.

Parmi les nombreuses demandes d'inscriptions adressées, plusieurs émanent de candidats n'habitant pas le Chef-lieu et désirant néanmoins suivre les cours.

Pour satisfaire à ces demandes, les cours des Professeurs seront dactylographiés et adressés régulièrement aux élèves qui auraient été admis comme correspondants.

AVIS D'ADJUDICATION

Le public est informé qu'il sera procédé le vendredi 5 décembre 1930 à neuf heures du matin, dans le bureau du Secrétaire Général du Gouvernement, en présence de qui de droit, à la mise en adjudication du transport des voyageurs, de la correspondance, des colis postaux et divers colis au moyen d'une voiture automobile.

1^o entre Papeete, Taravao, la presqu'île et retour.

La durée de cette entreprise est fixée à une année du 1^{er} janvier 1931 au 31 décembre 1931. Il est exigé un cautionnement provisoire de mille deux cent cinquante francs (1.250 fr.) et définitif de deux mille cinq cents francs (2.500 fr.)

Tout concurrent devra annexer à la soumission :

1^o L'autorisation de concourir délivrée par le Gouverneur.

2^o Le mandat de son fondé de pouvoirs dans le cas où le soumissionnaire se ferait représenter dans les opérations d'adjudication.

3^o Le récépissé constatant le versement du montant du cautionnement provisoire susvisé.

Il peut être pris connaissance des clauses et conditions du Cahier des Charges au Secrétariat Général du Gouvernement (Bureau des Finances) et à l'Hôtel des Postes et Télégraphes (Bureau du Chef de Service) tous les jours ouvrables pendant les heures d'ouverture de ces Services.

CURATELLE AUX SUCCESSIONS VACANTES.

Avis.

Les successions restées vacantes ou les biens des personnes ci-après nommées ont été appréhendés par le service de la Curatelle établi à Papeete, bureau de l'Enregistrement, savoir :

1^o Frédéric Ingalls, citoyen américain, décédé à Papeete le 12 mai 1930 ;

2^o Charles Olsen, employé à la C. F. P. O. à Makatea, décédé audit lieu le 26 novembre 1929, finlandais.

3^o D. L. Miller (disparu).

4^o J. A. C. Ingles (disparu) ;

5^o Madame Ingles (disparue) ;

6^o L. Grant (disparu) ;

7^o Haron Persner (disparu) ;

8^o P. E. Haskewitch (disparu) ;

9^o M^{me} Antoinette Joachim propriétaire à Papeete, y décédée le 29 août 1930.

Les débiteurs de ces personnes ou successions et les créanciers sont priés de se libérer ou de produire leurs titres de créance le plus tôt possible, entre les mains du Curateur.

Le Curateur aux successions et biens vacants,

A. FAUGERAT.

SERVICE DES CONTRIBUTIONS

Avis au sujet de la taxes sur les chiens.

L'Administration rappelle au public que, conformément au décret du 16 juin 1892, les possesseurs de chiens doivent faire leur déclaration à partir du 1^{er} octobre de chaque année jusqu'au 15 janvier de l'année suivante, date extrême.

Toutefois, il n'est nécessaire de renouveler cette formalité que lorsque le nombre de chiens, précédemment déclarés, a varié depuis l'époque de la dernière déclaration, par augmentation ou diminution.

Parau faaite.

Te faaite faahou nei te Hau i te mau taata ato'a, e mai te au i te faaue raa mana no te 16 no tiunu 1892, e faaite ia te mau taata e uri ta ratou, i taua mau uri ra i te mau matahiti atoa mai te hoe no atopa i te mau matahiti, e tae noa'tu ite 15 no te matahiti i muri mai, o te taima hopea ia.

No te mau faaite raa uri i hope ae'nei i te rave hia, e au ia ia faaapi hia, mai te mea e ua huru'e te rahi raa o te uri (iti raa, rahi raa) ; mai te mea ra o taua rahi raa tahito ra, aita ia e faaite raa api no te faahurue raa.

Avis concernant les négociants et patentés.

MM. les négociants et patentés de toutes catégories qui auraient l'intention de cesser leur commerce ou leur industrie, sont invités à en faire la déclaration au bureau des Contributions avant le 1^{er} janvier 1931.

Faute par eux de se conformer au présent avis, ils continueront à figurer au rôle des Contributions pour l'année prochaine.

Il leur est rappelé aussi qu'en vertu de l'article 26, de l'arrêté du 16 février 1881 (les formules de patentes sont expédiées et remises aux intéressés sur la production de la quittance du premier mois).

Avis au sujet de la taxe sur les voitures.

L'Administration rappelle au public les dispositions de l'arrêté du 30 octobre 1913, établissant une taxe sur les véhicules et rendant obligatoire la déclaration de possession.

Les déclarations ne doivent pas être renouvelées chaque année. Elle doivent être seulement modifiées au cas de changement, soit dans les bases de la taxe, soit dans le lieu de son imposition.

Les déclarations sont faites ou modifiées le 31 janvier au plus tard.

Les déclarations de possession en cours d'année de nouveaux véhicules doivent être faites dans les 30 les jours de la date des faits qui motivent l'imposition.

Les personnes qui, dans le courant de l'année, deviennent possesseurs de véhicules déjà imposés doivent la taxe à partir du premiers janvier de l'année suivante.

La radiation des matrices des véhicules non utilisés n'est pas admise. Cette radiation n'est due que lorsque la matière imposable a perdu absolument sa destination.

RAPPORT au Président de la République sur les opérations des banques coloniales d'émission pendant l'exercice 1927-1928 et l'exercice 1928.

EXTRAIT

Etablissements français de l'Océanie

Le commerce extérieur (commerce général) des Etablisse-

ments français de l'Océanie en 1928 a atteint en tonnage 183.649 tonnes contre 186.847 tonnes en 1927 et en valeur 99.002.991 francs contre 99.628.485 francs en 1927. L'exportation de la vanille est en recul sensible sur 1927, il en est de même des produits du cocotier, coprah et cocos secs, par suite des forts orages qui ont éprouvé les plantations.

EXPORTATION DES PRINCIPAUX PRODUITS DU CRU

PRODUITS	UNITÉS	TONNAGE				VALEUR	
		1913	1926	1927	1928	1927	1928
Coprah.....	Tonnes.....	9.010	11.212	11.242	11.838	francs 31.417.948	francs 28.147.881
Cocos secs.....	Mille.....	1.112	492	169	136	84.500	93.000
Nacres.....	Tonnes.....	473	933	420	1.018	1.779.475	4.484.196
Phosphates.....	id.....	82.056	127.177	135.665	136.315	5.969.339	6.015.093
Vanille.....	id.....	192	46	81	64	5.973.622	3.816.245

La balance commerciale de la Colonie est demeurée déficitaire :

BALANCE COMMERCIALE DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DANS L'Océanie (COMMERCE SPÉCIAL).

ANNÉES	EXPORTATIONS	IMPORTATIONS	EXCÉDENT DES EXPORTATIONS sur les importations	DÉFICIT DES EXPORTATIONS sur les importations
1927.....	francs 46.336.706	francs 47.900.693	francs »	francs 1.563.989
1928.....	43.925.259	50.427.698	»	6.507.439

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES JUDICIAIRES

Etude de M^e LÉONCE BRAULT, Défenseur à Papeete.

A VENDRE

par licitation et sur surenchère du sixième.

Le Mardi 25 novembre 1930.

à 8 heures du matin.

Au plus offrant et dernier enchérisseur, à l'audience des criées du Tribunal Civil de Première Instance de Papeete, les immeubles ci-après désignés :

Aux requête, poursuite et diligence de :

1^{er} M^{me} Tearaitua Gifford ;

2^o M^{me} Ruta Gifford, veuve de M. Labour ;

Propriétaires, pour lesquelles domicile est élu à Papeete, Rue du Commandant Destremeau, en l'Etude de M^e Léonce Brault, Défenseur ;

Contre :

1^o M^{me} Panteara a Puahio, et son époux, M. Fareton tane, propriétaires demeurant ensemble à Faava ;

2^o M. Tutaharoa a Puahio, propriétaire demeurant à Papeete, quartier S^{te} Amélie ;

3^o M. Moana Ernest a Puahio, propriétaire demeurant à Punaauia ;

4^o M^{me} Raumatia Puahio, propriétaire, demeurant à Papeete ;

5^o M. Tatihato a Puahio, propriétaire, demeurant à Papeete ;

6^o M. Terii a Puahio, propriétaire, demeurant à Papeete ;

7^o M. François Blanchard, propriétaire demeurant à Pirae ; pris en son nom personnel par représentation de sa mère, M^{me} Tevaite Gifford ;

8^o M. Garnier, propriétaire, demeurant à Tahaa, pris à raison de son droit d'usufruit sur les biens de sa défunte épouse, M^{me} Eliza Vidal ;

9^o M^{lle} Césarine Garnier, propriétaire demeurant à Tahaa ;

10^o M. Jean Garnier, propriétaire demeurant à Tahaa ;

11^o M^{me} Aunty Brothers, veuve de M. Henri Vidal, prise tant à raison de son droit d'usufruit sur les biens de son défunt époux, qu'en qualité de tutrice légale de ses trois enfants mineurs ;

12^o M. Edouard Dupont, propriétaire demeurant à Papeete, pris en sa qualité de subrogé tuteur des mineurs susnommés, et des mineurs Jack Gifford ;

13^o Madame Ida Vidal, et son époux, M. Noble, demeurant ensemble à Papeete ;

14^o M. Ernest Vidal, propriétaire, demeurant à San Francisco ;

15° M. Raymond Vidal, propriétaire demeurant à San Francisco ;

16° M. Paul Vidal, propriétaire demeurant à Papeete ;

17° M. Maurice Vidal, propriétaire demeurant à Paris ;

18° M^{me} Marguerite Vidal, veuve de M. Millet, demeurant à Makatea ;

19° M^{me} Rose Vidal et son époux, M. Demay, propriétaire demeurant ensemble à Papeete ;

20° M. Léon Vidal, propriétaire demeurant à San Francisco,

21° M^{me} Terai Garbutt, veuve de M. Jack Gifford, et son époux, M. François Blanchard, prise ladite dame en qualité de tutrice et son époux en qualité de co-tuteur des enfants mineurs de M. Jack Gifford ;

22° M^{me} Teura a Hautani, veuve de M. Ruatupua, demeurant à Tipaerui ;

23° M. Alcide Fangerat, Chef du Service du Domaine, pris en sa qualité de Curateur aux biens vacants, pour représenter les héritiers éventuels de M^{me} Teehu a Parua, conformément à l'article 4 du décret du 22 mars 1923 ;

24° M. Chong Pao n° 2782, commerçant demeurant à Moorea, ayant M^e G. Ahnne pour Défenseur, adjudicataire surenchéri du 1^{er} lot ;

25° M. Eugène Labour propriétaire demeurant à Papeete, pris en qualité de surenchérisseur du 1^{er} lot, et d'adjudicataire surenchéri du 2^e lot ;

26° M. Lewelly Philipps propriétaire demeurant à Papetoai ; pris en qualité de surenchérisseur du 2^e lot ;

En exécution d'un jugement du Tribunal Civil de Première Instance de Papeete, en date du six mai 1930, enregistré et signifié, lequel a ordonné la vente par licitation des biens indivis entre les consorts Gifford ; et encore d'un second jugement du même Tribunal, en date du 14 octobre 1930, validant les surenchères faites.

Désignation des biens à vendre :

Premier Lot.

La terre "TUTAVA", sise au district de Papetoai (île Moorea) bornée, suivant déclaration, n° 4631, insérée au Journal Officiel du 19 mai 1892 ;

1° Du côté de la mer, par la mer, où elle mesure quarante-trois mètres (43 m.) ;

2° Du côté de l'intérieur par la montagne, où elle mesure trois mille mètres (3.000 m.) ;

3° Du côté du district de Teaharua, par les terres Tairu, Vainmete Atitea et Moemora, sur lesquelles elle mesure quatre cent quatre-vingt-douze mètres quatre-vingts centimètres (192 m. 80 ;

4° Et du côté du district de Haapiti, par la terre Pihaa, sur laquelle elle mesure quatre-vingt-quatre mètres (84 m.) ;

Deuxième Lot.

La terre "TARAA", sise à Papetoai, bornée : suivant déclaration n° 22808, insérée au Journal Officiel du 1^{er} décembre 1923 ;

1° Du côté de Teaharua, par la terre Tefaaaoa ;

2° Du côté de Haapiti, par la terre Otetaiete, où elle mesure cent mètres (100 m.) ;

3° Du côté de l'intérieur par la terre Tapihaa, où elle mesure trente-cinq mètres cinquante (35 m. 50) ;

4° Et du côté de la mer, par la terre Teahupcepee, où elle mesure huit mètres cinquante (8 m. 50) ;

Le cahier des charges pour parvenir à cette vente a été déposé au Greffe des Tribunaux, le 16 août 1930, conformément à la loi.

Mises à prix :

Les mises à prix ont été fixées par le jugement précité du 14 octobre 1930, comme suit :

Premier lot : — Huit mille neuf cent quatre-vingt-trois francs, trente-trois centimes ci. 8.933 33

Deuxième lot : — Soixante-dix francs, ci. 70 »

Fait et rédigé par M^e Léonce Brault, Défenseur poursuivant à Papeete, le 16 octobre 1930.

LÉONCE BRAULT, Défenseur,

Etude de M^e H. Hoppenstedt, Défenseur à Papeete.

VENTE SUR LICITATION

Au plus offrant et dernier enchérisseur en l'audience des criées du Tribunal Civil de Première Instance de Papeete en un lot d'une parcelle de la terre

"TEAPUE"

sise à Raiatea (Iles-Sous-le-Vent) district de Tufenuapoto.

L'adjudication aura lieu

Le Mardi 2 décembre 1930, à huit heures.

Aux requête, poursuites et diligences de M. Clément de Balman, propriétaire, demeurant à Uturoa (Raiatea).

Pour lequel domicile est élu à Papeete, rue Bréa, en l'étude de M^e H. Hoppenstedt, Défenseur.

En présence de :

1°) M. Teriifaataura a lotefa, propriétaire, demeurant à Uturoa (Raiatea), pris tant en son nom personnel qu'au nom et comme tuteur *ad hoc* des mineurs Tetuahina a lotefa, Rea a Hutia a lotefa, Faatiarau a Teroro a lotefa, Teheiuira a Teroro a lotefa, Taa a Teroro a lotefa ;

2°) M. Tefaaue a lotefa, propriétaire, demeurant à Uturoa (Raiatea), pris en qualité de subrogé-tuteur *ad hoc* des mineurs sus-nommés ;

3°) M^e A. Fangerat, Curateur aux biens et successions vacants appelé conformément aux dispositions de l'article 4 du décret du 22 mars 1923 pour représenter le nommé Piri a lotefa sans domicile, résidence ni mandataire connus.

En exécution :

D'un jugement rendu par le Tribunal Civil de Première Instance de Papeete le 15 avril 1930 enregistré et signifié, lequel a ordonné la mise en vente sur licitation de la parcelle dont s'agit.

Désignation :

La parcelle de terre présentement mise en vente est sise à Raiatea district de Tufenuapoto ; elle est bornée au nord par la terre Mana, au sud par la terre Opumakara ; à l'est par la terre Teahatea et à l'ouest par le surplus de ladite terre "Teapue".

Le Cahier des charges dressé pour parvenir à cette vente, a été déposé au Greffe des Tribunaux de Papeete, conformément à la loi.

Mise à prix.

Outre les charges clauses et conditions énoncées au Cahier des charges, les enchères seront reçues sur la mise à

prix fixée par le jugement précité du 15 avril 1930, comme suit :

LOT UNIQUE : Mille francs, ci.... 1.000 fr.

Fait et rédigé par M^e H. Hoppenstedt, Défenseur poursuivant à Papeete, le 27 octobre 1930.

H. HOPPENSTEDT, Défenseur.

Etude de M^e L. SIGOGNE, Défenseur à Papeete.

D'un jugement rendu par défaut au profit de M^{me} Alma Gooding, ayant fait élection de domicile en l'Etude de M^e L. Sigogne, Défenseur à Papeete, contre M. Edgar B. Thebaud, sans domicile ni résidence connus, par le Tribunal de Première Instance, de Papeete le seize septembre mil neuf cent trente, enregistré et signifié, il appert que le divorce a été prononcé d'entre les époux Thebaud à la requête et au profit de la femme.

Pour extrait :
L. SIGOGNE.

ANNONCES DIVERSES

PIANO et MEUBLES à vendre

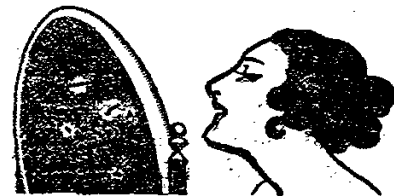
S'adresser à M. Liot.

AVIS

M. R. SOLARI, à l'honneur d'aviser sa clientèle qu'il a transféré son bureau dans l'immeuble de l'Hôtel Tahiti, Rue Jeanne d'Arc.

SERVICE DES POMPES FUNEBRES

S'adresser à M. Bohler.
Quai du Commerce.



Beauté du teint

Chaque femme est soucieuse de conserver la fraîcheur de son teint, essentielle à sa beauté. Le seul moyen de retrouver le charme d'un joli teint est de conserver la peau en parfaite santé. Evitez avec soin les savons ordinaires qui contiennent un excès d'alcali, si nuisible, car il dessèche et abîme la peau. Employez un savon parfaitement neutre tel que le Savon Cadum, qui est préparé selon toutes les données scientifiques pour vivifier la peau en facilitant le renouvellement de ses cellules par l'élimination de toutes les impuretés et déchets épidermiques.

PARAU FAATITE

Ua opani roa hia te man taata atoa eiaha roa e tomo i roto i tou aua oia atoa tou mau peho fei i te matainaa ra i Papeari ma te parau faatia ore.

Charles BROWN.



COMPTOIR D'HORLOGERIE SOIGNÉE

« A LA TOUR EIFFEL »

JOYEROT & JACOT

5, Grande-Rue, BESANÇON (France)

Catalogue générale d'Horlogerie. Bijouterie, Orfèvrerie
adressé gratis et franco.

ENVOIS DE CHOIX SUR DEMANDE A MM. LES FONCTIONNAIRES
FACILITÉS DE PAIEMENT — Représentants sont demandés

CHAMPAGNE E. MERCIER EPERNAY

Maison fondée en 1858.

Fournisseurs privilégiés de plusieurs Cours. — Hors concours, Membres du Jury dans toutes les principales expositions.

Exiger la marque "MERCIER". Elle satisfait les plus exigeants.

Stock : P. PASQUIER ET FAIN.

(J. QUESNOT).

Demandez nos prix. — Ils défont toute concurrence.

STATISTIQUE SANITAIRE

(Nomenclature Internationale)

3^{me} trimestre 1930

COMMUNE DE PAPEETE

NAISSANCES (97)

	Sexe masculin			Sexe féminin			Totaux			Pendant le trimestre
	Juillet	Août	Sept.	Juillet	Août	Sept.	Juillet	Août	Sept.	
Colons français.....	1	2	»	1	»	»	2	2	»	4
Indigènes.....	6	13	4	13	11	7	19	24	11	54
Métis.....	5	3	4	1	»	3	6	3	7	16
Etrangers.....	9	9	2	3	3	4	12	5	6	23
Indiens.....	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Annamites.....	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Totaux.....	21	20	10	18	14	14	39	34	24	97

MARIAGES (2)

Avril.....	1
Mai.....	1
Juin.....	»
Total.....	2

DÉCÈS (37)

a) — Par groupes d'âges.	COLONS FRANÇAIS						MÉTIS						INDIGÈNES						ÉTRANGERS						TOTAUX		
	Sexe masculin			Sexe féminin			Sexe masculin			Sexe féminin			Sexe masculin			Sexe féminin			Sexe masculin			Sexe féminin			masculin	féminin	Pendant le trimestre
	Juillet	Août	Sept.	Juillet	Août	Sept.	Juillet	Août	Sept.	Juillet	Août	Sept.	Juillet	Août	Sept.	Juillet	Août	Sept.	Juillet	Août	Sept.	Juillet	Août	Sept.			
de 0 à 1 an.....	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	1	2	»	1	»	1	1	»	2	»	»	»	7	4	11
de 1 à 10 ans.....	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	3	3
de 10 à 25 ans.....	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	1	1	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	3	4	4
de 25 à 45 ans.....	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	(1)	1	1	1	»	1	1	1	»	»	»	7	2	9
de 45 à 65 ans.....	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	(1)	1	»	3	1	»	»	»	»	5	1	6
de 65 à n ans.....	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	2	1	»	»	»	»	»	3	1	4
Totaux.....	1			»			2			2			9			8			13			2			25	12	37

b) — Par causes :

Tuberculose.....	5
Fièvre typhoïde.....	1
Tumeur maligne.....	3
Diarrhée infantile.....	3

Mal de Bright.....	1
Broncho-pneumonie.....	3
Septicémie.....	2
Mort-nés.....	7
Hémorragie cérébrale.....	1
Tétanos.....	1

Sénilité.....	2
Syncope cardiaque.....	2
Hémorragie interne (coup de couteau).....	1
Fracture du crâne.....	1
Maladies mal définies.....	4

(1) dont 1 martiniquais.

Le Chef du Service de Santé,
Dr GUÉRARD.Le Chef du Service d'Hygiène,
Dr G. PUJOL.

SERVICE DE SANTÉ

OBSERVATIONS MÉTÉOROLOGIQUES DU MOIS DE SEPTEMBRE 1930.

Station de Papeete (Hôpital).

Latitude : 17° 31' 39" Sud. — Longitude de Paris : 151° 54' 30" Ouest ; en temps : 10 h. 7' 38".

DATES	TEMPÉRATURE				HUMIDITÉ RELATIVE en %		PRESSIONS CORRIGÉES A ZÉRO		VENT		ÉTAT DU CIEL, NUAGES		PLUIE en millimè- tres	OBSERVATIONS
	MINIMA	MAXIMA	8 HEURES	16 HEURES	8 HEURES	16 HEURES	8 HEURES	16 HEURES	8 HEURES	16 HEURES	8 HEURES	16 HEURES		
1	21.5	30.0	26.6	27.4	72	83	762.5	761.0	N-E	N-E	8	5	11.0	Coups de vent vers 1 heure du matin.
2	21.0	29.0	27.5	27.3	83	80	762.0	759.5	N-E	N	5	1	"	
3	21.0	30.0	27.2	28.3	76	77	761.0	759.5	S-E	N-E	1	4	"	
4	21.5	30.3	27.8	27.4	72	73	762.0	760.3	S	S-O	1	0	"	
5	20.0	29.5	26.3	27.0	80	76	762.7	761.0	E	N-O	0	1	"	
6	20.0	29.5	26.9	27.5	74	73	763.0	762.0	E	N-O	0	5	"	
7	19.0	30.0	26.0	27.1	78	76	763.7	762.7	S-E	O	0	2	"	
8	19.5	30.5	26.0	28.4	79	77	763.5	762.0	O	O	0	4	"	
9	20.0	30.0	26.0	26.7	78	75	764.0	762.3	N	N	0	7	"	
10	18.5	30.0	25.6	26.8	82	78	764.0	762.0	E	N	0	5	"	
11	19.5	29.5	26.2	26.4	75	74	764.0	762.0	E	N	0	7	"	
12	20.0	28.0	26.1	26.2	79	75	764.0	762.5	E	N-O	1	9	"	
13	18.0	30.0	25.6	27.0	70	69	763.0	761.0	E	N-E	0	0	"	
14	22.0	31.0	27.7	27.8	77	79	762.7	761.0	E	N	0	2	"	
15	22.0	31.7	25.1	28.0	85	79	762.7	761.3	E	N-E	9	9	"	
16	22.0	30.5	25.8	27.0	84	80	763.0	761.3	E	N-O	3	9	"	
17	21.0	30.0	27.0	26.4	78	69	763.0	761.0	E	N	0	0	"	
18	16.5	28.5	24.3	25.6	68	67	762.7	761.0	S-E	S-O	0	6	"	
19	17.5	27.5	24.0	25.8	70	63	762.0	760.4	S-E	N	8	2	"	
20	17.5	30.0	26.0	27.0	69	67	762.0	760.5	N-E	N-O	0	1	"	
21	19.0	29.0	27.6	26.4	67	80	762.0	760.7	S	N	1	9	"	
22	20.0	31.5	24.8	26.2	76	61	763.0	761.0	S-E	S	3	1	"	
23	18.0	29.0	24.5	25.7	68	60	762.0	761.5	E	S-O	1	9	"	
24	17.0	29.0	24.7	25.5	73	67	762.0	761.3	E	N	1	3	"	
25	18.0	30.5	26.1	27.4	70	72	762.6	761.0	N-E	N-O	0	5	"	
26	21.0	31.0	26.3	26.6	80	78	763.0	761.3	S-O	S-O	9	3	"	
27	23.0	28.5	26.0	26.2	79	81	763.3	762.0	N-E	N-E	8	10	"	
28	20.0	30.0	27.0	26.6	72	75	763.5	761.7	S	N-E	0	1	"	
29	20.0	32.0	26.4	26.8	74	77	763.0	761.7	N-O	S	1	9	"	
30	22.0	29.0	25.9	28.5	83	70	763.8	762.0	N	N-O	10	6	"	
Moyenne	19.8	29.8	26.1	26.9	75	73	762.8	761.3	Pluie totale				11 ^m /m	Nombre de jours de pluie : 1 jour.

A Papeari 52^e km. 12 jours de pluie et 140^m/m
2 d'eau. Observations de M. H. W. Smith.Le Pharmacien de l'Hôpital,
LIOT.Vu :
Le Chef du Service de Santé,
D^r GUÉRARD.

BERGER

APÉRITIF ANISÉ

MIDI - 7 HEURES - " L'HEURE DU BERGER "

Exigez la marque "BERGER" sans aucun prénom.

Refusez les imitations

[En vente à l'Imprimerie du Gouvernement.

Journal de MAXIMO RODRIGUEZ, premier européen ayant habité Tahiti.

Prix broché : 10 francs.**Conditions de vente du "Journal officiel" au numéro.**

Le prix de vente de chaque numéro du *Journal officiel* et de ses suppléments est fixé comme suit :

Jusqu'à 16 pages.....	1 50
De 17 à 24 pages.....	2 »
De 25 à 32 pages.....	2 50
De 33 à 40 pages.....	3 »
De 41 à 48 pages.....	3 50

Il est fait exception pour les suppléments contenant des revendications de propriété, lesquels sont vendus 1 fr. par feuillet de 2 pages.

